

MESSAGE N° 119 20 janvier 2004
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi relative au
traitement et à la prévoyance professionnelle
des conseillers d'Etat, des préfets et des juges
cantonaux

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi relative au traitement et à la prévoyance professionnelle des conseillers d'Etat, des préfets et des juges cantonaux.

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

1.1 Historique

Au préalable il convient de rappeler qu'au terme de la Constitution, les conseillers d'Etat et les préfets sont élus par le peuple. Les plus hauts magistrats de l'ordre judiciaire sont élus par le Grand Conseil.

En date du 2 avril 1996, le Conseil d'Etat adressait au Grand Conseil un projet de loi modifiant les lois sur les traitements et les pensions des conseillers et conseillères d'Etat (ci-après: conseillers), des juges cantonaux et des préfets. Ce projet faisait notamment suite à un postulat du député Elmar Perler. Dans son message accompagnant le projet de loi, le Conseil d'Etat constatait que le système de prévoyance prévu par la loi en vigueur donnait globalement satisfaction. Ce système nécessitait néanmoins des corrections pour éviter les cas de surassurance et pour harmoniser la progression des taux de rentes entre les diverses catégories de magistrats. En conséquence, le projet prévoyait une coordination complète des rentes versées par l'Etat avec d'autres sources de revenus des magistrats pensionnés, que ces revenus proviennent d'une activité lucrative ou d'autres rentes de retraite ou d'invalidité. Le projet prévoyait en outre l'harmonisation de l'évolution des rentes des juges cantonaux et des préfets. En revanche, le projet ne retenait pas le système du versement d'un capital en cas de démission ou non-réélection d'un magistrat avant l'âge de la retraite.

En date du 19 septembre 1996, le projet du Conseil d'Etat ainsi que le projet bis de la Commission d'économie publique furent débattus au Grand Conseil. Au cours de ce débat, il fut relevé la nécessité d'une prévoyance professionnelle particulière pour les magistrats en raison du risque politique de non-réélection. Toutefois, certains députés soulignèrent le fait que les juges cantonaux ne subissaient pas ou peu ce risque et qu'un changement fondamental du système s'imposait, du moins en ce qui concernait cette catégorie de magistrats. Au terme du débat et malgré le vote d'entrée en matière, le Grand Conseil vota le renvoi de l'ensemble des articles du projet.

Par motion déposée le 16 novembre 2000 et développée le 14 décembre 2000, le député Paul Vonlanthen, constatant la précarité des finances cantonales a proposé une mesure relative aux pensions des conseillers et des juges cantonaux. La motion était déposée sous la forme d'une modification de l'article 5 de la loi sur le traitement et les pensions des conseillers et des juges cantonaux, modification ainsi libellée:

Art. 5 ¹ Dès la cinquième année révolue de fonction, le conseiller d'Etat démissionnaire ou non réélu a droit au versement d'une indemnité unique... (le montant sera fixé par le législateur).

² Dès la cinquième année révolue de fonction, le juge cantonal démissionnaire ou non réélu a droit au versement d'une indemnité unique... (le montant sera fixé par le législateur).

A l'appui de sa motion, le député fait valoir que la solution actuelle est très coûteuse et injustifiée, en particulier pour les jeunes magistrats n'ayant accompli qu'une courte période en fonction. Il relève que si le risque politique justifie une protection particulière en cas de non-réélection ou démission des conseillers, ce risque est nettement moins élevé en ce qui concerne les juges cantonaux.

En date du 19 septembre 2001, le Grand Conseil a accepté la prise en considération de la motion du député Paul Vonlanthen par 51 voix contre 50.

En prévision de la suite à donner à la motion précitée, le Conseiller d'Etat, directeur des finances s'était engagé au nom du Conseil d'Etat à présenter un projet de loi au début de la présente législature. Dans ce but, le Conseil d'Etat avait l'intention de mandater un groupe de travail pour préparer un avant-projet de loi sur la prévoyance professionnelle des conseillers, des préfets et des juges cantonaux. Suite à l'acceptation de la motion Vonlanthen, le groupe de travail a été immédiatement constitué.

Le groupe de travail était composé de trois députés du Grand Conseil, de deux conseillers, de deux préfets et de deux juges cantonaux. Il était accompagné d'un expert en matière de prévoyance professionnelle et d'un encadrement juridique procuré par le Service du personnel et de l'administration.

Le groupe de travail a élaboré un avant-projet de loi qui a été mis en consultation du 1^{er} juillet au 30 septembre 2002 auprès des partis politiques et des trois catégories de magistrats concernés. Sur la base du résultat de la consultation, le groupe de travail a élaboré une nouvelle proposition. Dans sa séance du 20 janvier 2004, le Conseil d'Etat a adopté le projet définitif et l'a transmis au Grand Conseil.

1.2 Grandes lignes du projet

1.2.1 Prise en compte de la motion Vonlanthen

L'avant-projet mis en consultation entre juillet et septembre 2002 s'était basé sur la motion du député Paul Vonlanthen, conformément à la volonté du Grand Conseil. Le groupe de travail avait considéré que, bien que rédigée sous forme de modification d'un article, la motion devait être comprise comme une proposition générale. C'est ce qui ressort des débats du Grand Conseil en date du 19 septembre 2001: la volonté affirmée du Grand Conseil en acceptant la motion était d'obtenir rapidement la présentation d'un projet du Conseil d'Etat au Grand Conseil dans le sens proposé par le motionnaire. Or, quatre idées-force se dégagent des débats parlementaires:

- l'attribution d'un montant unique en lieu et place d'une rente viagère aux jeunes magistrats non réélus;
- la modification fondamentale de la prévoyance des juges cantonaux qui ne sont pas, dans la réalité, soumis à un risque politique de non-réélection;
- le maintien de l'attractivité des fonctions concernées;
- la prise en compte des situations acquises des magistrats en fonction.

Le présent projet répond, à l'instar de l'avant-projet, aux vœux exprimés par le Grand Conseil lors de la prise en considération de la motion Vonlanthen.

1.2.2 Prise en compte des résultats de la mise en consultation de l'avant-projet

L'avant-projet avait été globalement bien accueilli. Les solutions proposées étaient considérées par la majorité des personnes et organes consultés comme adéquates avec quelques réserves. Toutefois, il convient de relever que les juges du Tribunal cantonal et du Tribunal administratif ont considéré que l'avant-projet portait atteinte à l'attractivité de leur fonction. En outre, une minorité a estimé que l'avant-projet ne répondait pas à la volonté du motionnaire: les solutions proposées ne faisaient que maintenir une situation de privilège injustifié en faveur des magistrats. Il était notamment contesté le fait que la prévoyance professionnelle dès l'âge de 65 ans ne soit pas prise en charge par les magistrats eux-mêmes, sous forme, par exemple, de constitution d'une prestation de libre passage ou d'un troisième pilier. Le fait que les situations acquises pour les magistrats élus avant le changement de loi soient maintenues était également contesté.

L'ensemble de ces objections a été analysé aussi bien par le groupe de travail que par le Conseil d'Etat. Suivant en cela les propositions du groupe de travail, le Conseil d'Etat a décidé de ne pas retenir les objections formulées.

Le présent message, dans la partie consacrée aux dispositions traitant du traitement et de la prévoyance professionnelle des juges cantonaux, répond de manière circonstanciée aux remarques de ceux-ci. En ce qui concerne les autres objections formulées dans le cadre de la procédure de consultation, il convient de relever les éléments suivants:

- La prévoyance professionnelle des conseillers et des préfets fait partie globalement de la rémunération de ces magistrats. Or, force est de constater que celle-ci (traitements et prévoyance professionnelle comprise) se situe en dessous de la moyenne des rémunérations octroyées par les autres cantons suisses.
- L'obligation faite aux magistrats de se constituer eux-mêmes leur prévoyance professionnelle dès l'âge de 65 ans présente des dangers pour l'indépendance de leur fonction. En effet, durant l'exercice de celle-ci, ils devraient se soucier de leur activité lucrative future et s'assurer de pouvoir retrouver un emploi ou une autre source financière. En effet, le niveau des traitements versés par le canton pendant l'exercice de la fonction ne serait de loin pas suffisant pour constituer une prestation de libre passage assurant une rente convenable dès l'âge de 65 ans.
- Les règles de coordination prévues par le présent projet sont également applicables après l'âge de 65 ans et peuvent entraîner jusqu'à 50 % de la réduction de la pension versée par l'Etat.
- L'obligation faite aux magistrats de verser leur prestation de libre passage à l'Etat pour financer une partie des rentes versées dès l'âge de 65 ans se heurte au principe de l'égalité de traitement.
- Le non-respect des situations acquises pose des problèmes d'ordre juridique: une modification profonde du système de prévoyance entraînant une diminution importante des prestations ne peut être introduite à

l'égard de magistrats qui ont accepté leur élection sous des conditions fondamentalement différentes.

1.2.3 Contenu général du projet

Se fondant sur les axes dégagés par les débats parlementaires et les propositions du groupe de travail, le Conseil d'Etat a considéré, à l'instar des lois actuelles, que la prévoyance professionnelle des magistrats ne pouvait pas être séparée de l'aspect salarial, ces deux éléments formant ensemble les conditions de rémunération des fonctions concernées. Or, conformément aux débats du Grand Conseil et en particulier de la prise de position du motionnaire, il ne s'agit pas, en modifiant la prévoyance des magistrats de nuire à l'attractivité des fonctions des magistrats élus.

Le projet s'attache en conséquence à réglementer les domaines suivants:

- les traitements des conseillers d'Etat, des préfets et des juges cantonaux;
- le droit au traitement en cas d'absence (pour cause de maladie ou accident);
- la prévoyance professionnelle;
- la réglementation de la situation des magistrats en fonction lors de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi.

Pour assurer une bonne compréhension du projet, le message apporte, dans sa partie générale, en premier lieu des explications sur la prévoyance professionnelle des magistrats, en second lieu sur leurs traitements et enfin sur la prise en compte de la situation des magistrats déjà en fonction.

1.2.4 Prévoyance professionnelle

La question de la soumission des magistrats élus aux règles fédérales en matière de prévoyance professionnelle obligatoire a fait l'objet d'une consultation de l'OFAS. Jusqu'à ce jour, la question n'avait pas été tranchée par une instance judiciaire et des divergences existaient entre les instances de surveillance. L'OFAS, a certifié que les collectivités publiques étaient libres d'adopter en faveur de leurs magistrats élus, le régime de prévoyance qu'elles jugeaient adéquat. En d'autres termes, la législation fédérale sur la prévoyance professionnelle obligatoire ne leur était pas applicable. Les dispositions du projet se basent donc sur cette prise de position officielle et prévoient en conséquence de supprimer l'affiliation au régime LPP de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat.

Conseillers et préfets

Le régime proposé retient, à l'instar des lois actuelles, une prévoyance professionnelle particulière incluant un régime de pension avant l'âge de la retraite. Il est pris en compte d'une part du risque politique de non-réélection/démission, d'autre part de la durée maximale effective de ces fonctions (15 à 20 ans au plus). Les arguments en faveur du maintien d'une prévoyance particulière sont les mêmes que ceux déjà développés à plusieurs reprises en Grand Conseil. Il apparaît notamment qu'une distinction entre non-réélection et démission n'est pas pertinente en la matière, pour les principaux arguments suivants:

- la nature des tâches à accomplir, la charge physique et psychologique liée à la situation de personne publique

politique, les campagnes électorales périodiques sont autant de causes d'usure qui peuvent amener un conseiller ou un préfet à démissionner ou à renoncer à se représenter aux élections. En offrant des prestations différentes en cas de non-réélection et démission, on pourrait induire le magistrat à poursuivre dans sa fonction alors même qu'il n'a plus la capacité physique ou psychique de la supporter. Cette situation serait éminemment préjudiciable à l'intérêt public;

- la distinction entre départ volontaire et non-réélection n'est pas aisée à faire. En effet, si l'on peut assimiler à la non-réélection la non-représentation par le parti politique, qu'en est-il en cas de démission due à une pression des médias ou des autres partis politiques? Dans les circonstances où la démission est bien la conséquence d'un risque politique, il serait injuste de ne pas verser les mêmes prestations qu'en cas de non-réélection. Par ailleurs, chaque magistrat ressentira différemment les pressions dont il fait l'objet pour le pousser à démissionner. Dans chaque cas de départ «volontaire», il y aurait ainsi lieu, pour une autorité à désigner, de déterminer s'il s'agit d'une démission ou d'un départ non volontaire.

Conformément à la motion Vonlanthen, le projet propose toutefois d'introduire le versement d'un capital unique ou d'une rente temporaire en faveur des jeunes magistrats. Le Conseil d'Etat avait à se prononcer sur deux variantes concernant l'âge-limite de l'octroi de ce capital, soit entre 40 et 45 ans. Conformément aux résultats de la procédure de consultation sur l'avant-projet, il a retenu l'âge de 45 ans dans le présent projet. Dès l'accession à cet âge ou dès que le magistrat a accompli dix années de fonction, le projet prévoit le versement d'une pension viagère. Celle-ci doit être coordonnée jusqu'à concurrence de 100 % en cas de cumul avec le revenu d'une activité lucrative ou avec une rente d'une institution de prévoyance ou sociale. Le projet prévoit en outre l'adaptation des prestations versées aux orphelins aux règles de la LPP. Enfin, il est proposé de soumettre les conseillers et les préfets à une participation à leur prévoyance, égale à 4 % de leur traitement.

Juges cantonaux et administratifs (ci-après: juges cantonaux)

Le projet propose de soumettre les juges cantonaux aux règles ordinaires en matière de prévoyance professionnelle et de les assurer dans le régime de pensions de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat. Ce choix se fonde sur les deux arguments suivants :

- le risque politique de non-réélection/démission est faible; jusqu'à ce jour, il ne s'est d'ailleurs jamais réalisé;
- la fonction de juge cantonal s'inscrit dans un profil de carrière qui soit, permet au juge cantonal de poursuivre son activité auprès d'une autre instance judiciaire ou administrative de rang plus élevé, soit, constitue le point final d'un cursus professionnel à l'âge de la retraite (entre 60 et 70 ans). Cette constatation se fonde sur l'observation du trajet professionnel parcouru par les juges fribourgeois ces trente dernières années, parcours similaire d'ailleurs pour les juges des autres cantons.

Il n'y a donc pas de motif à prévoir une prévoyance professionnelle différente de celle applicable à d'autres fonctions judiciaires ou administratives, en particulier de celle

applicable aux juges de première instance. Il convient toutefois de souligner que ce changement fondamental du régime de prévoyance de ces magistrats diminue globalement les prestations de l'Etat en leur faveur.

1.2.5 Traitements

Traitements actuels

Le traitement des conseillers et des juges cantonaux n'a pas été modifié depuis le 1^{er} janvier 1992, sous réserve de l'octroi du renchérissement. Ce traitement est calculé par rapport au maximum de l'échelle générale des traitements soit par rapport au maximum de la classe 34 de l'ancienne échelle ce qui correspond dès le 1^{er} janvier 2004 au maximum de la classe 33 de la nouvelle échelle.

En ce qui concerne les conseillers, le traitement brut correspond au 125 % de ce maximum et s'élève à **214 733** francs (indice 2003). Pour le calcul de la pension de retraite, le traitement déterminant s'élève au maximum à **219 500** francs en raison de la prise en compte de la cotisation d'employé LPP payé par l'Etat.

En ce qui concerne les juges cantonaux, le traitement brut s'élève à 103 % du maximum de la classe 33 de la nouvelle échelle et correspond à **176 941** francs (indice 2003). Pour le calcul de la pension de retraite, le traitement déterminant s'élève au maximum à **181 000** francs en raison de la prise en compte de la cotisation d'employé LPP payée par l'Etat.

Le traitement brut des préfets est fixé par le Conseil d'Etat. Il s'élève en 2003 entre **161 000** et **172 000** francs, selon l'importance des districts et selon la date d'entrée en fonction du préfet. Il convient de relever que la cotisation d'employé LPP est à leur charge.

Traitements fixés selon le projet de loi

Le Conseil d'Etat a estimé que dans le cadre du présent projet, qui constitue sur ce point une première étape, il n'y avait pas lieu de modifier ni vers la hausse ni vers la baisse les traitements actuels des conseillers. Une réévaluation sans doute nécessaire de ces traitements, basée sur une comparaison salariale avec les autres collectivités publiques et le secteur privé, devrait être effectuée dans le cadre d'une deuxième étape menée par la Commission des finances et de gestion.

Le projet fixe le nouveau traitement en considérant la participation à la prévoyance égale à 4 %. Compte tenu de cet élément, le nouveau traitement correspond à 118 % du maximum de la nouvelle échelle (classe 36) et s'élève à 223 775 francs brut (indice de 2003); après déduction de 4 % pour la participation à la prévoyance, le nouveau traitement s'élève à 214 824 francs brut.

Pour les juges cantonaux, le projet propose de les classer en référence à la nouvelle échelle spéciale des traitements (ancienne échelle dite hors classe). En ce qui concerne les nouveaux juges, force est de reconnaître que leurs conditions de prévoyance sont nettement moins favorables que celles prévues par la loi actuelle. Il convient dès lors de compenser partiellement cette perte par une amélioration salariale si l'on veut maintenir une certaine attractivité pour la magistrature suprême du canton. En conséquence, le projet propose une hausse de salaire de l'ordre de 10 % pour cette catégorie de magistrat. Le traitement est ainsi fixé en classe 4 de l'échelle spéciale au niveau du palier 16. Il correspond au montant de 204 668 francs brut (indice 2003). Après déduction de la cotisation à la Caisse

de prévoyance du personnel de l'Etat, le montant de leur traitement s'élève à 191 320 francs brut.

La compétence de fixer le traitement des préfets appartient selon le projet au Grand Conseil. Il est prévu de fixer ce traitement de manière uniforme pour l'ensemble des préfets, sans égard à la grandeur des districts, critère qui ne semble pas être pertinent ainsi que cela ressort de la procédure de consultation sur l'avant-projet. Le montant du traitement est fixé en fonction de la préfecture du district de la Sarine et correspond à la classe 4, palier 6 de l'échelle spéciale des traitements du personnel de l'Etat; il s'élève à 177 278 francs brut (indice 2003). Après déduction de 4 % pour la participation à leur prévoyance, le traitement brut des préfets s'élève à 170 186 francs brut.

1.2.6 Prise en compte de la situation des magistrats déjà pensionnés ou déjà en fonction

Le projet garantit, conformément à la jurisprudence, le maintien du système actuel pour les magistrats pensionnés. Pour les magistrats en exercice, le projet propose le système suivant:

Conseillers et préfets

Jusqu'au terme de la présente législature, soit jusqu'au 31 décembre 2006, les conseillers, les préfets et les juges restent soumis aux dispositions actuelles. Le traitement restera donc fixé à son niveau actuel, pour les conseillers actuellement en exercice, par rapport au maximum de la classe 33 de la nouvelle échelle générale des traitements, pour les préfets, conformément aux dispositions actuelles adoptées par le Conseil d'Etat.

Dès le début de la prochaine législature, soit au 1^{er} janvier 2007, les nouvelles dispositions seront toutes applicables à l'ensemble des conseillers ainsi qu'aux préfets. En cas d'élection complémentaire avant cette date, la nouvelle loi sera immédiatement applicable au magistrat concerné.

Juges cantonaux

Les juges cantonaux déjà en fonction lors de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi restent soumis à la prévoyance professionnelle régie selon les règles actuelles. Toutefois, dès le 1^{er} janvier 2007, ils seront soumis à la participation de 4 % à la prévoyance. Leurs rentes seront coordonnées jusqu'à 100 %, au-delà de 65 ans jusqu'à 50 %, avec le revenu d'une activité lucrative ou d'une rente d'une institution sociale. Le traitement n'est pas modifié jusqu'au 31 décembre 2006 et reste fixé à raison de 103 % du maximum de la classe 33 de la nouvelle échelle. Dès le 1^{er} janvier 2007, en tenant compte de leur participation à la prévoyance à raison de 4 % de leur salaire, le traitement est fixé en classe 4 de l'échelle spéciale au palier le plus proche couvrant leur ancien salaire, soit au palier 9. Le traitement s'élèvera à 185 495 francs brut (indice 2003) et après déduction de 4 % à 178 075 francs brut.

Les juges cantonaux élus lors de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi ou après cette date, sont soumis à l'intégralité des dispositions de la nouvelle loi.

1.3 Coût

L'estimation du coût/économie de la nouvelle loi par rapport à l'ancienne est difficile à établir. En effet, si le coût annuel des nouveaux traitements peut être estimé avec

précision et ne s'éloigne guère du coût actuel, il n'en est pas de même du nouveau système de prévoyance professionnelle. Globalement à long terme, celui-ci sera source d'économies pour l'Etat.

En ce qui concerne les traitements, l'application de la nouvelle loi aux conseillers et aux préfets présentera dès 2007 un coût supplémentaire de l'ordre de **60 000 francs** annuels, en raison de l'augmentation des traitements des préfets (alignement des traitements de préfets sur le traitement du préfet de la Sarine). L'application de la nouvelle loi aux juges cantonaux n'aura de coût que pour les nouveaux juges. Lorsque ceux-ci auront totalement remplacé les juges actuels, le coût annuel s'élèvera à **270 000 francs**.

En ce qui concerne la prévoyance professionnelle des conseillers et des préfets, les principales économies potentielles sont liées à la réalisation de la situation suivante: un départ avant l'âge de 45 ans et avec moins de dix ans de fonction. En pareille circonstance, on peut évaluer l'économie liée au système de l'indemnité unique (art. 8) à:

- pour un conseiller partant à l'âge de 44 ans avec cinq années de fonction et vivant jusqu'à l'âge de 82 ans, à 1 820 715 francs, si selon l'ancienne loi aucune coordination de la pension n'aurait pu être effectuée;
- pour un préfet partant à l'âge de 44 ans avec cinq années de fonction et vivant jusqu'à l'âge de 82 ans, à 1 035 654 francs, si selon l'ancienne loi aucune coordination de la pension n'aurait pu être effectuée.

En ce qui concerne les juges cantonaux, l'économie sera toujours réalisée sur la prévoyance professionnelle. Elle peut s'estimer de la manière suivante:

- en cas de départ d'un ou d'une juge cantonal(e) à l'âge de 60 ans avec 20 années de fonction, et vivant jusqu'à l'âge de 82 ans, à 2 022 125 francs, si selon l'ancienne loi aucune coordination de la pension n'aurait pu être effectuée;
- en cas de départ d'un ou d'une juge cantonal(e) à l'âge de 65 ans avec 20 années de fonction, et vivant jusqu'à l'âge de 82 ans, à 1 479 126 francs, si selon l'ancienne loi aucune coordination de la pension n'aurait pu être effectuée.

1.4 Eurocompatibilité

Le projet de loi, entrant dans la sphère de souveraineté étatique, est eurocompatible.

2. COMMENTAIRE PAR ARTICLE

Art. 1 (Définition)

Application des recommandations du Conseil d'Etat en matière d'égalité linguistique.

Art. 2 Conseillers

Cf. commentaire général, ch. 1.2.5 et reprise de la législation actuelle en ce qui concerne l'alinéa 2 et 3.

Art. 3 Préfets

Cf. commentaire général, ch. 1.2.5 et reprise de la législation actuelle en ce qui concerne l'alinéa 2.

Art. 4 Juges

Cf. commentaire général, ch. 1.2.5 et reprise de la législation actuelle en ce qui concerne l'alinéa 2.

Art. 5 *Disposition commune*

a) Adaptation des traitements et allocations

Les traitements des magistrats doivent évoluer de la même manière que les traitements du personnel de l'Etat. En outre, si le Conseil d'Etat devait modifier la structure des échelles pour le personnel de l'Etat, les classes et paliers attribués aux magistrats seraient automatiquement adaptés. L'article 5 al. 3 reprend la règle actuelle concernant le droit aux allocations d'employeur pour enfant.

Art. 6 *b) Indemnités fixes et jetons de présence*

Reprise de la législation actuelle et application des mêmes règles que celles prévues pour le personnel de l'Etat.

Art. 7 *(Droit au traitement en cas d'absence pour cause de maladie ou accident)*

La législation actuelle ne règle pas la situation des magistrats incapables de travailler pour cause de maladie ou accident. L'avant-projet prévoit une application analogique des règles applicables au personnel de l'Etat. Les magistrats seront appelés à participer à la garantie de leur rémunération, à l'instar du personnel de l'Etat. En l'état actuel, les magistrats élus sont déjà soumis à la LAA : en cas d'accident, l'Etat récupère les indemnités journalières.

Art. 8 *Démission ou non-réélection avant l'âge de 45 ans et avant l'accomplissement de dix années de fonction*

Cette disposition assoit le système de la prestation unique en lieu et place d'une pension viagère lorsque le conseiller ou le préfet est âgé de moins de 45 ans et a accompli moins de dix ans de fonction. Cette prestation unique se décompose en fait en deux prestations:

- La première est analogue à une prestation de sortie au sens de la législation fédérale sur la LPP. Elle est donc destinée à un rachat auprès d'une institution de prévoyance. L'Etat devra s'assurer que ce transfert est effectué. L'octroi de la prestation est subordonné à cette condition; conformément aux règles de la LPP, la prestation ne sera versée directement que si le bénéficiaire quitte définitivement la Suisse ou s'établit à son compte et, de ce fait, n'est pas soumis à la prévoyance professionnelle obligatoire. Le montant de cette prestation est égal à une année de traitement en cas de non-réélection/démission avant l'accomplissement de cinq ans de fonction et à deux années dès cinq ans de fonction.
- La deuxième prestation équivaut à une indemnité de départ. Elle est égale à une année de traitement quelle que soit la durée de la fonction, mais moins de dix ans. Elle doit permettre au bénéficiaire de retrouver dans un délai raisonnable une nouvelle activité lucrative. Cette prestation est versée sous forme de rente temporaire pendant au plus 12 mois. Elle est coordonnée avec le revenu de la nouvelle activité lucrative. Ainsi, si l'ancien magistrat retrouve un travail dès le terme de sa charge de magistrat, il n'aura droit à cette rente que jusqu'à concurrence de la différence entre son ancien traitement et celui découlant de sa nouvelle activité. S'il retrouve un travail après deux mois et que son nouveau salaire égale ou dépasse son ancien traitement, il n'aura droit à cette rente temporaire que pendant deux mois.

Art. 9 *Démission ou non-réélection après l'âge de 45 ans ou après l'accomplissement de dix années révolues de fonction*

a) Principe

Le droit à une pension viagère ne naît que lorsque le magistrat a atteint l'âge de 45 ans ou qu'il compte dix années de fonction. L'article 9 reprend dans ces cas les règles actuelles relatives à la progression et à la fixation des pensions des conseillers et des préfets.

Pour les conseillers, le maximum de 60 % du dernier traitement est acquis après quinze ans de fonction. Cette durée correspond à la durée maximale généralement admise dans la pratique. Pour les préfets, ce maximum est acquis après 20 ans de fonction. La différence s'explique par la nature des tâches de l'une et de l'autre fonction.

Art. 10 *b) Coordination*

L'alinéa 1 reprend la règle actuelle qui limite le cumul des pensions jusqu'au maximum de 60 % en cas de succession de charges de conseillers et de préfets.

Les alinéas 2 et 3 fixent les nouvelles règles de coordination. Celles-ci vont plus loin que les règles actuelles. La coordination peut entraîner la suppression totale de la pension. La coordination se poursuit après l'âge de 65 ans mais jusqu'à concurrence de 50 %. Le maintien du principe de la coordination au-delà de 65 ans, contrairement à la législation actuelle, prend d'ailleurs partiellement en compte la remarque faite dans le cadre de la consultation sur l'avant-projet: la pension après 65 ans est en effet diminuée en cas de cumul avec d'autres sources financières provenant d'une activité lucrative ou d'une prestation de libre passage au sens du 2^e pilier. Toutefois, il est prévu de ne pas prendre en compte, dans les règles de coordination, la fortune ou l'épargne effectuée par les magistrats. En effet, une telle prise en compte serait à l'évidence source d'arbitraire.

L'alinéa 4 permet au conseiller d'Etat ou au préfet de choisir entre les prestations prévues à l'article 8 et celles découlant de l'article 9. On ne peut exclure en effet le cas du magistrat non réélu ou démissionnaire après l'âge de 45 ans et comptant peu d'années de fonction (par exemple, en cas d'élection complémentaire en cours de période, non suivie d'une deuxième élection). Le montant versé sera égal au maximum, en pareille circonstance, à respectivement deux ou trois traitements annuels.

Art. 11 *Invalidité*

En cas d'invalidité, la pension sera égale au maximum prévu à l'article 9, soit à 60 % du dernier traitement. Cette pension est soumise également à coordination selon les mêmes règles que celles prévues à l'article 10.

Art. 12 *Décès*

La pension au conjoint survivant est calculée à l'instar des dispositions actuelles. L'article 12 reprend en outre les règles de la LPP pour la fixation des prestations en cas de remariage du conjoint survivant et en cas de conjoint survivant divorcé ou séparé. De même, l'article 12 al. 3 et 4 propose de reprendre les règles de la LPP pour la fixation des prestations aux orphelins et la question du cumul des prestations.

Art. 13 *Participation*

Cette disposition prévoit une participation des magistrats au financement de leur prévoyance. Cette participation

est fixée à 4 % du traitement. Cette retenue sera versée directement dans la caisse de l'Etat. Les magistrats concernés n'étant pas soumis à la prévoyance professionnelle obligatoire, les montants retenus n'ont pas à être comptabilisés conformément aux règles de la LPP.

Art. 14 *Indexation*

L'article 14 prévoit que les pensions soient indexées comme les pensions versées au personnel de l'Etat. Actuellement, les pensions des magistrats élus suivent l'évolution des traitements du personnel de l'Etat, ce qui n'est pas sans poser des problèmes en cas de contribution de solidarité, adaptation partielle au coût de la vie ou rattrapage. Les règles en la matière doivent donc être celles appliquées généralement aux rentes de retraite.

Art. 15 *Gestion*

L'article 15 prévoit que le Service du personnel et d'organisation continue de gérer et de verser les prestations aux magistrats pensionnés. Déjà actuellement, ce service assume cette tâche et contrôle annuellement les cas de coordination et de réduction des pensions.

Art. 16 *(Juges)*

Cette disposition soumet les juges cantonaux au régime de pensions de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat. Les juges cantonaux seront ainsi placés sur un pied d'égalité avec d'autres magistrats (présidents des tribunaux d'arrondissement, procureur, trésorier, chancelier), avec les professeurs de l'Université ou d'autres cadres supérieurs de l'Etat, qui tous sont intégrés dans le régime des pensions de la Caisse de prévoyance.

Art. 17 *Modification*

Le renvoi prévu par l'article 12 de la LOCEA à l'ancienne loi sur le traitement et les pensions des conseillers et des juges cantonaux est adapté à la nouvelle loi.

Art. 18 *Abrogations*

L'article 18 abroge la législation actuelle.

Art. 19 *Dispositions transitoires*

a) Pensionnés lors l'entrée en vigueur de la loi

Conformément à la jurisprudence, les magistrats déjà pensionnés ne subissent aucune modification relative à leurs pensions.

b) Conseillers et préfets

Cette disposition concerne uniquement les conseillers et les préfets. Elle prévoit jusqu'au terme de la présente législature, soit jusqu'au 31 décembre 2006, le maintien de l'application des anciennes dispositions. Cela signifie notamment que les magistrats en fonction ne bénéficieront pas durant cette législature ni de la hausse salariale prévue pour les préfets, ni du système de prestation unique. En revanche, la disposition prévoit une entrée en vigueur immédiate des nouvelles règles relatives au droit au traitement en cas d'absence. Il y a lieu de relever qu'en cas d'élection complémentaire avant le terme de la présente législature, le magistrat élu sera d'emblée soumis à la nouvelle loi.

Selon l'alinéa 2, dès la prochaine législature, soit dès le 1^{er} janvier 2007, toutes les dispositions de la nouvelle loi seront applicables aux magistrats actuellement en fonc-

tion. Ceux qui quitteront leur fonction au terme de la présente législature seront donc soumis aux règles de l'ancienne législation sous réserve des exceptions explicitées au précédent alinéa.

L'alinéa 3 règle la dissolution du régime LPP non obligatoire auquel les conseillers sont actuellement soumis.

L'alinéa 4 règle la liquidation du régime LPP des préfets conformément aux règles de la LPP, les cotisations d'employé des préfets étant effectivement à leur charge.

Art. 21 *c) Juges*

Les juges actuellement en fonction restent soumis à l'ancienne législation jusqu'au terme de l'activité de magistrat. Cela signifie qu'ils ne pourront pas bénéficier de la hausse salariale prévue à l'article 4. Dès le 1^{er} janvier 2007, leur traitement sera adapté pour tenir compte de leur participation à la prévoyance. Dès cette même date, leur seront applicables les nouvelles règles de coordination et le régime LPP sera aboli.

BOTSCHAFT Nr. 119

20. Januar 2004

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf über die Gehälter und die berufliche Vorsorge der Staatsräte, der Oberamtmänner und der Kantonsrichter

Wir unterbreiten Ihnen den Entwurf eines Gesetzes über die Gehälter und die berufliche Vorsorge der Staatsräte, der Oberamtmänner und der Kantonsrichter.

1. ALLGEMEINES

1.1 Rückblick

Zunächst ist daran zu erinnern, dass nach dem Wortlaut der Verfassung die Staatsräte und die Oberamtmänner vom Volk gewählt werden. Die höchsten Magistratspersonen der Gerichtsbehörden werden vom Grossen Rat gewählt.

Am 2. April 1996 überwies der Staatsrat dem Grossen Rat einen Gesetzesentwurf zur Änderung der Gesetze über die Besoldungen und die Pensionen der Staatsräte, der Kantonsrichter und der Oberamtmänner. Dieser Entwurf leistete insbesondere einem Postulat von Grossrat Elmar Perler Folge. Der Staatsrat stellte in seiner Botschaft zum Gesetzesentwurf fest, dass das nach geltendem Gesetz vorgesehene Vorsorgesystem insgesamt zufrieden stellend sei. Dieses System erfordere jedoch gewisse Korrekturen, um Fälle von Überversicherung zu vermeiden und die Progression der Rentensätze zwischen den verschiedenen Kategorien von Magistratspersonen zu harmonisieren. Demgemäss sah der Entwurf eine vollständige Koordination der vom Staat ausgerichteten Renten mit anderen Einkommensquellen der pensionierten Magistratspersonen vor, ob nun diese Einkünfte aus Erwerbstätigkeit oder anderen Alters- oder Invalidenrenten stammten. Der Entwurf sah ausserdem die Harmonisierung der Rentenentwicklung der Kantonsrichter und Oberamtmänner vor. Allerdings wurde das System einer Kapitalabfindung bei Rücktritt oder Nichtwiederwahl einer Magistratsperson vor Erreichen des Rentenalters nicht in den Entwurf aufgenommen.

Am 19. September 1996 wurden der Entwurf des Staatsrates sowie das «Projet bis» der Staatswirtschaftskommission im Grossen Rat beraten. Dabei wurde das Erfordernis einer besonderen beruflichen Vorsorge für die Magistratspersonen aufgrund des politischen Risikos der Nichtwiederwahl hervorgehoben. Einige Grossräte wiesen jedoch darauf hin, dass das Risiko für die Kantonsrichter nicht sehr gross sei und sich eine grundlegende Änderung des Systems aufdränge, zumindest in Bezug auf diese Kategorie von Magistratspersonen. Nach diesen Beratungen beschloss der Grosse Rat trotz beschlossenen Eintreten die Rückweisung aller Artikel des Entwurfs.

Mit einer am 16. November 2000 eingereichten und am 14. Dezember 2000 begründeten Motion beantragte Grossrat Paul Vonlanthen, angesichts der prekären Finanzlage des Kantons bei den Pensionen der Staatsräte und Kantonsrichter anzusetzen. Die Motion bezweckte eine Änderung von Artikel 5 des Gesetzes über die Besoldung und die Pensionen der Staatsräte und der Kantonsrichter mit folgendem Wortlaut:

Art. 5¹ Nach dem zurückgelegten fünften Amtsjahr hat der zurücktretende oder nicht wieder gewählte Staatsrat Anrecht auf eine einmalig ausbezahlte Entschädigung... (Die Höhe wird vom Gesetzgeber festgelegt).

² Nach dem zurückgelegten fünften Amtsjahr hat der zurücktretende oder nicht wieder gewählte Kantonsrichter Anrecht auf eine einmalig ausbezahlte Entschädigung... (Die Höhe wird vom Gesetzgeber festgelegt).

Zur Stützung seiner Motion machte Grossrat Vonlanthen geltend, dass die derzeitige Lösung ungerecht und sehr teuer ist, vor allem für die jungen Magistratspersonen, die nur kurze Zeit im Amt waren. Er machte darauf aufmerksam, dass das politische Risiko zwar einen besonderen Schutz bei Nichtwiederwahl oder Rücktritt der Staatsräte rechtfertigt, dass dieses Risiko bei den Kantonsrichtern aber viel kleiner ist.

Am 19. September 2001 wurde die Motion von Grossrat Paul Vonlanthen vom Grossen Rat mit 51:50 Stimmen erheblich erklärt.

Im Hinblick auf die Umsetzung dieser Motion verpflichtete sich der Finanzdirektor im Namen des Staatsrates, zu Beginn der laufenden Legislaturperiode einen Gesetzesentwurf vorzulegen. Zu diesem Zweck wollte der Staatsrat eine Arbeitsgruppe mit der Vorbereitung eines Vorentwurfs eines Gesetzes über die berufliche Vorsorge der Staatsräte, der Oberamtmänner und der Kantonsrichter beauftragen. Nach Annahme der Motion Vonlanthen wurde die Arbeitsgruppe umgehend zusammengestellt.

Die Arbeitsgruppe setzte sich aus drei Grossräten, einer Staatsrätin und einem Staatsrat, zwei Oberamtmännern und zwei Kantonsrichtern zusammen. Ihr zur Seite stand ausserdem ein Experte auf dem Gebiet der beruflichen Vorsorge, und sie wurde juristisch vom Amt für Personal und Organisation beraten.

Die Arbeitsgruppe erstellte einen Gesetzesvorentwurf, der vom 1. Juli bis zum 30. September 2002 den politischen Parteien und den drei Kategorien der betroffenen Magistratspersonen zur Vernehmlassung zugestellt wurde. Anhand der Vernehmlassungsergebnisse hat die Arbeitsgruppe einen neuen Vorschlag ausgearbeitet. In seiner Sitzung vom 20. Januar 2004 hat der Staatsrat den endgültigen Entwurf verabschiedet und ihn an den Grossen Rat überwiesen.

1.2 Schwerpunkte des Entwurfs

1.2.1 Berücksichtigung der Motion Vonlanthen

Der von Juli bis September 2002 in die Vernehmlassung geschickte Vorentwurf stützte sich nach dem Willen des Grossen Rates auf die Motion von Grossrat Paul Vonlanthen. Die Arbeitsgruppe ging davon aus, dass die Motion – obschon in Form einer Artikeländerung verfasst – als allgemein formulierter Antrag zu verstehen ist. Wie aus den Beratungen des Grossen Rates am 19. September 2001 hervorgeht, wollte der Grosse Rat mit der Annahme der Motion erreichen, dass der Staatsrat dem Grossen Rat so rasch wie möglich einen Entwurf im vom Motionär vorgeschlagenen Sinne unterbreitet. Die parlamentarischen Beratungen lassen vier Schwerpunkte erkennen:

- Auszahlung eines einmaligen Betrags statt einer lebenslänglichen Rente für nicht wieder gewählte junge Magistratspersonen;
- grundlegende Umgestaltung der beruflichen Vorsorge der Kantonsrichter, für die kein eigentliches politisches Risiko der Nichtwiederwahl besteht;
- die betreffenden Funktionen sollen attraktiv bleiben;
- Berücksichtigung des Besitzstandes der amtierenden Magistratspersonen.

Der vorliegende Entwurf entspricht wie der Vorentwurf den vom Grossen Rat bei der Erheblicherklärung der Motion Vonlanthen geäusserten Wünschen.

1.2.2 Berücksichtigung der Vernehmlassungsergebnisse zum Vorentwurf

Der Vorentwurf hat insgesamt Anklang gefunden. Die vorgeschlagenen Lösungen wurden von den meisten konsultierten Personen und Organen mit gewissen Vorbehalten als angemessen beurteilt. Die Richter des Kantonsgerichts und des Verwaltungsgerichts waren allerdings der Ansicht, der Vorentwurf beeinträchtige die Attraktivität ihrer Funktion. Zudem vertrat eine Minderheit die Meinung, der Vorentwurf entspreche nicht dem Willen des Motionärs, denn die vorgeschlagenen Lösungen bestätigten nur eine ungerechtfertigte Vorzugsbehandlung der Magistratspersonen. Bemängelt wurde insbesondere, dass die berufliche Vorsorge ab 65 Jahren nicht von den Magistratspersonen selber übernommen wird, beispielsweise mit Freizügigkeitsleistungen oder einer Vorsorgeform der 3. Säule. Ebenfalls bemängelt wurde, dass der vor der Gesetzesänderung geltende Besitzstand der gewählten Magistratspersonen gewahrt wird.

Alle diese Einwände sind von der Arbeitsgruppe wie auch vom Staatsrat geprüft worden. Der Staatsrat folgte den Vorschlägen der Arbeitsgruppe und entschied, diese Argumente nicht zu berücksichtigen.

In der vorliegenden Botschaft wird im Abschnitt über die Bestimmungen zu den Gehältern und zur beruflichen Vorsorge der Kantonsrichter noch ausführlich auf deren Bemerkungen eingegangen. Zu den sonstigen Einwänden im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens ist Folgendes zu sagen:

- Die berufliche Vorsorge der Staatsräte und Oberamtmänner ist Teil der Besoldung dieser Magistratspersonen. Nun liegt diese (Gehälter einschliesslich berufliche Vorsorge) aber unter dem Durchschnitt der anderen Kantone.
- Die Magistratspersonen zu verpflichten, ab 65 selber für ihre berufliche Vorsorge zu sorgen, könnte die

Unabhängigkeit ihrer Funktion gefährden. Sie müssten sich nämlich schon während ihrer Amtszeit über ihre künftige Erwerbstätigkeit Gedanken machen und darüber, eine neue Stelle oder eine andere Geldquelle zu finden. Die vom Kanton während ihrer Amtszeit gezahlten Gehälter reichen nämlich bei Weitem nicht aus, um auf eine Austrittsleistung zu kommen, die eine annehmbare Rente ab 65 Jahren gewährleisten würde.

- Die im vorliegenden Entwurf vorgesehenen Koordinationsvorschriften gelten auch nach dem 65. Altersjahr und können dazu führen, dass die vom Staat gezahlte Pension um bis zu 50 % gekürzt wird.
- Die Verpflichtung der Magistratspersonen, ihre Freizügigkeitsleistung dem Staat zu überlassen, um einen Teil der ab dem 65. Altersjahr ausgerichteten Renten zu finanzieren, verstösst gegen den Grundsatz der Gleichbehandlung.
- Die Nichtwahrung des Besitzstandes ist in rechtlicher Hinsicht problematisch: Eine grundlegende Änderung des Vorsorgesystems mit einer erheblichen Leistungsenkung ist nicht möglich für Magistratspersonen, die ihre Wahl unter völlig anderen Voraussetzungen angenommen haben.

1.2.3 Allgemeiner Inhalt des Entwurfs

Anhand der sich aus den parlamentarischen Beratungen und den Vorschlägen der Arbeitsgruppe ergebenden Schwerpunkte ist der Staatsrat zur Ansicht gelangt, dass die berufliche Vorsorge der Magistratspersonen wie nach den geltenden Gesetzen nicht vom Gehaltsaspekt getrennt werden kann und diese beiden Elemente zusammen die Besoldungsbedingungen der betreffenden Funktionen bilden. Wie in den Grossratsdebatten und vom Motionär festgehalten, soll aber mit der Änderung der beruflichen Vorsorge der Magistratspersonen das Amt der gewählten Magistratspersonen nicht an Attraktivität einbüßen.

Der Entwurf regelt folglich die folgenden Bereiche:

- die Gehälter der Staatsräte, der Oberamtmänner und der Kantonsrichter;
- Gehaltsfortzahlung bei Abwesenheit (Krankheit/Unfall);
- berufliche Vorsorge;
- Regelung der Situation der bei Inkrafttreten des neuen Gesetzes im Amt stehenden Magistratspersonen.

Zum besseren Verständnis des Entwurfs enthält die Botschaft in erster Linie Erläuterungen zur beruflichen Vorsorge der Magistratspersonen, befasst sich in zweiter Linie mit den Gehältern und schliesslich mit der Berücksichtigung der Situation der bereits im Amt stehenden Magistratspersonen.

1.2.4 Berufliche Vorsorge

Die Frage, ob für die gewählten Magistratspersonen die Vorschriften des Bundes über die obligatorische berufliche Vorsorge zu gelten haben, wurde dem BSV zur Stellungnahme unterbreitet. Bis jetzt ist diese Frage noch von keiner gerichtlichen Instanz entschieden worden, und zwischen den Aufsichtsinstanzen besteht Uneinigkeit. Das BSV hat bestätigt, dass es den öffentlichen Körperschaften frei stehe, für ihre gewählten Magistratspersonen die Vorsorgeregelung zu wählen, die sie für angemessen halten. Mit anderen Worten habe für sie die Bun-

desgesetzgebung über die obligatorische berufliche Vorsorge nicht zu gelten. Die Bestimmungen des Entwurfs stützen sich also auf diese offizielle Stellungnahme und sehen demzufolge die Aufhebung des Anschlusses in der BVG-Vorsorgeregelung der Pensionskasse des Staatspersonals vor.

Staatsräte und Oberamtmänner

Die vorgeschlagene Regelung sieht wie die geltenden Gesetze eine besondere berufliche Vorsorge mit einer Pensionsregelung vor dem Pensionsalter vor. Dabei wird einerseits dem politischen Risiko der Nichtwiederwahl/ des Rücktritts und andererseits der effektiven Höchstdauer dieser Funktionen (höchstens 15 bis 20 Jahre) Rechnung getragen. Die Argumente, die für die Beibehaltung einer besonderen beruflichen Vorsorge sprechen, sind die gleichen, wie sie schon mehrmals vom Grossen Rat vorgebracht worden sind. Die Unterscheidung zwischen Nichtwiederwahl und Rücktritt ist aus den folgenden Gründen nicht sinnvoll:

- Die Art der zu erfüllenden Aufgaben, die physische und psychische Belastung, der eine in der Öffentlichkeit stehende politische Person ausgesetzt ist, die immer wiederkehrenden Wahlkampagnen können an den Kräften zehren und für einen Staatsrat oder einen Oberamtmann Gründe sein, zurückzutreten oder sich nicht mehr den Wahlen zu stellen. Unterschiedliche Leistungen bei Nichtwiederwahl und Rücktritt könnten die Magistratsperson dazu verleiten, weiterhin im Amt zu bleiben, obwohl sie physisch oder psychisch nicht mehr dazu in der Lage wäre. Dies könnte dem öffentlichen Interesse ausserordentlich schaden.
- Die Unterscheidung zwischen freiwilligem Rücktritt und Nichtwiederwahl ist nicht einfach. Zwar kann eine Magistratsperson, die von ihrer Partei nicht mehr als Kandidat/in aufgestellt wird, als nicht wieder gewählt gelten, aber wie sieht es bei Rücktritt auf Druck der Medien oder anderer politischer Parteien aus? Wenn der Rücktritt wirklich die Folge eines politischen Risikos ist, wäre es ungerecht, nicht die gleichen Leistungen auszurichten wie bei Nichtwiederwahl. Im Übrigen empfindet jede Magistratsperson den Druck anders, dem sie ausgesetzt ist und der sie zum Rücktritt zwingen soll. In jedem einzelnen Fall von «freiwilligem» Rücktritt müsste also von einer zu bezeichnenden Behörde bestimmt werden, ob es sich um einen Rücktritt oder einen unfreiwilligen Abgang handelt.

Gemäss der Motion Vonlanthen schlägt der Entwurf jedoch die Einführung einer einmaligen Kapitalabfindung oder einer vorübergehenden Rente für junge Magistratspersonen vor. Der Staatsrat musste sich zwischen zwei Varianten zum Höchstalter für die Kapitalauszahlung entscheiden, nämlich zwischen 40 und 45 Jahren. Entsprechend den Vernehmlassungsergebnissen zum Vorentwurf hat er sich im vorliegenden Entwurf für 45 Jahre entschieden. Nach Erreichen dieses Alters oder sobald die Magistratsperson zehn Amtsjahre geleistet hat, ist nach dem Entwurf die Auszahlung einer lebenslänglichen Pension vorgesehen. Diese muss bis zu 100 % mit einem allfälligen Einkommen aus Erwerbstätigkeit oder der Rente einer Vorsorgeeinrichtung oder Sozialvorsorgeinstitution koordiniert werden. Der Entwurf sieht ausserdem die Anpassung der den Waisen ausgerichteten Leistungen an die Vorschriften des BVG an. Schliesslich wird auch vorgeschlagen, dass sich die Staatsräte sowie

die Oberamtswärter an der Finanzierung ihrer beruflichen Vorsorge zu 4 % ihres Gehalts beteiligen.

Richter des Kantonsgerichts und des Verwaltungsgerichts (Kantonsrichter)

Der Entwurf schlägt vor, die Kantonsrichter den ordentlichen Vorschriften für die berufliche Vorsorge zu unterstellen und sie in der Pensions-Vorsorgeregelung der Pensionskasse des Staatspersonals zu versichern. Diese Entscheidung stützt sich auf die beiden folgenden Argumente:

- Das politische Risiko der Nichtwiederwahl/des Rücktritts ist gering; bis heute ist es übrigens noch nie eingetreten.
- Die Funktion eines Kantonsrichters ist ein Karriereabschnitt, der es der entsprechenden Person entweder ermöglicht, bei einer anderen höherrangigen gerichtlichen oder administrativen Instanz tätig zu sein, oder der den Schlusspunkt einer beruflichen Laufbahn bei erreichtem Pensionsalter bildet (zwischen 60 und 70 Jahren). Zu dieser Feststellung gelangt man, wenn man die berufliche Laufbahn der Freiburger Richter in den letzten dreissig Jahren verfolgt, die im Übrigen ähnlich wie in anderen Kantonen verläuft.

Es besteht also kein Grund, eine andere berufliche Vorsorge vorzusehen als die für andere richterliche oder administrative Funktionen, vor allem die für die erstinstanzlichen Richter geltende. Es ist jedoch darauf hinzuweisen, dass diese grundlegende Änderung der Vorsorgeregelung für diese Magistratspersonen die Leistungen des Staates zu ihren Gunsten insgesamt schmälert.

1.2.5 Gehälter

Gegenwärtige Gehälter

Das Gehalt der Staatsräte und der Oberamtswärter ist seit dem 1. Januar 1992 unverändert geblieben, abgesehen vom Teuerungsausgleich. Dieses Gehalt berechnet sich nach dem Maximum der allgemeinen Gehaltsskala, das heisst nach dem Maximum der Gehaltsklasse 34 der alten Gehaltsskala, was ab dem 1. Januar 2004 dem Maximum der Gehaltsklasse 33 der neuen Gehaltsskala entspricht.

Das Bruttogehalt der Staatsräte entspricht 125 % dieses Höchstbetrags und beläuft sich im Jahr 2003 auf **214 733** Franken (Index 2003). Das für die Berechnung der Alterspension massgebende Gehalt beträgt maximal **219 500** Franken je nach dem vom Staat bezahlten BVG-Arbeitnehmerbeitrag.

Das Bruttogehalt der Kantonsrichter beträgt 103 % des Maximums der Gehaltsklasse 33 der neuen Gehaltsskala und entspricht **176 941** Franken (Index 2003). Das für die Berechnung der Alterspension massgebende Gehalt beträgt maximal **181 000** Franken je nach dem vom Staat bezahlten BVG-Arbeitnehmerbeitrag.

Das Bruttogehalt der Oberamtswärter wird vom Staatsrat festgesetzt. Es beläuft sich im Jahr 2003 auf **161 000 bis 172 000** Franken, je nach Arbeitsaufwand in den Bezirken und Zeitpunkt des Amtsantritts. Dazu ist zu bemerken, dass der BVG-Arbeitnehmerbeitrag zu ihren Lasten geht.

Gehaltsfestsetzung nach Gesetzesentwurf

Der Staatsrat war der Ansicht, dass es im Rahmen dieses Entwurfs, der in diesem Punkt eine erste Etappe darstellt,

nicht angezeigt sei, die geltenden Gehälter der Staatsräte nach oben oder nach unten zu korrigieren. Eine Neuevaluierung dieser Gehälter, die sicher notwendig ist, soll in einer zweiten Etappe unter der Leitung der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission basierend auf einem Lohnvergleich mit anderen öffentlichen Körperschaften und der Privatwirtschaft durchgeführt werden.

Der Entwurf setzt das neue Gehalt unter Berücksichtigung der Beteiligung von 4 % an der Finanzierung der beruflichen Vorsorge fest. Damit entspricht das neue Gehalt 118 % des Maximums der neuen Gehaltsskala (Klasse 36) und beträgt 223 775 Franken brutto (Index 2003); nach Abzug der 4 % als Beteiligung an der Finanzierung der beruflichen Vorsorge beläuft sich das Gehalt auf 214 824 Franken brutto.

Der Entwurf schlägt vor, die Kantonsrichter mit Bezugnahme auf die neue Sondergehaltsskala einzureihen (vormals Gehaltsskala ausser Klasse). Was die neuen Richter betrifft, so ist festzustellen, dass die Vorsorgebedingungen für sie deutlich ungünstiger sein werden als nach dem geltenden Gesetz. Diese Einbusse muss daher mit einer Gehaltsaufbesserung teilweise kompensiert werden, wenn man will, dass der höchste Richterstand des Kantons weiterhin attraktiv bleibt. Der Entwurf schlägt demzufolge eine Gehaltserhöhung um rund 10 % für diese Kategorie von Magistratspersonen vor. Das Gehalt wird somit in der Gehaltsklasse 4 der Sondergehaltsskala auf der Gehaltsstufe 16 festgesetzt. Es entspricht dem Betrag von 204 668 Franken brutto (Index 2003). Nach Abzug des Beitrags an die Pensionskasse des Staatspersonals beläuft sich ihr Gehalt auf 191 320 Franken brutto.

Zuständig für die Festsetzung des Gehalts der Oberamtswärter ist dem Entwurf zufolge der Grosse Rat. Dabei soll dieses Gehalt für alle Oberamtswärter gleich sein, unabhängig vom Arbeitsaufwand in den Bezirken, ein Kriterium, das – wie aus der Vernehmlassung zum Vorentwurf hervorgeht – irrelevant ist. Das Gehalt wird nach Massgabe des Oberamts des Saanebezirks festgesetzt und entspricht Klasse 4 Stufe 6 der Sondergehaltsskala des Staatspersonals; es beträgt 177 278 Franken brutto (Index 2003). Nach Abzug der 4 % als Beteiligung an ihrer Vorsorge beträgt das Bruttogehalt der Oberamtswärter 170 186 Franken brutto.

1.2.6 Berücksichtigung der Situation der bereits pensionierten oder bereits im Amt stehenden Magistratspersonen

Der Entwurf garantiert in Übereinstimmung mit der Rechtsprechung die Beibehaltung des geltenden Systems für pensionierte Magistratspersonen. Für die im Amt stehenden Magistratspersonen schlägt der Vorentwurf das folgende System vor:

Staatsräte und Oberamtswärter

Bis zum Ende dieser Legislaturperiode, das heisst bis zum 31. Dezember 2006, gelten für die Staatsräte, die Oberamtswärter sowie die Kantonsrichter die bisherigen Bestimmungen. Nach Inkrafttreten des Gesetzes werden ihre Renten jedoch bis zu 100 %, nach Erreichen des AHV-Alters bis zu 50 %, mit dem Einkommen aus Erwerbstätigkeit oder der Rente einer Sozialversicherungsinstitution koordiniert. Das Gehalt bleibt also auf dem jetzigen Stand für die amtierenden Staatsräte nach dem Maximum der Gehaltsklasse 33 der neuen allgemeinen Gehaltsskala, für die Oberamtswärter gemäss

den vom Staatsrat beschlossenen gegenwärtigen Bestimmungen.

Ab Beginn der nächsten Legislaturperiode, das heisst ab 1. Januar 2007, gelten die neuen Bestimmungen gesamthaft für alle Staatsräte und für die Oberamt männer. Im Falle von Ergänzungswahlen vor diesem Zeitpunkt kommt für die betreffende neu gewählte Magistratsperson sofort das neue Gesetz zur Anwendung.

Kantonsrichter

Für die bei Inkrafttreten des neuen Gesetzes bereits im Amt stehenden Kantonsrichter gilt weiterhin die nach den bisherigen Vorschriften geregelte berufliche Vorsorge. Ab dem 1. Januar 2007 werden sie sich jedoch mit 4 % an der beruflichen Vorsorge beteiligen müssen. Ihre Renten werden bis zu 100 %, nach dem 65. Altersjahr bis zu 50 %, mit dem Einkommen aus Erwerbstätigkeit oder der Rente einer Sozialversicherungsinstitution koordiniert. Das Gehalt bleibt bis zum 31. Dezember 2006 unverändert, das heisst bei 103 % des Maximums der Gehaltsklasse 33 der neuen allgemeinen Gehaltsskala. Ab dem 1. Januar 2007 wird ihr Gehalt unter Berücksichtigung ihrer Beteiligung an der beruflichen Vorsorge mit 4 Lohnprozent in der Gehaltsklasse 4 der Sondergehaltsskala festgesetzt, auf der Gehaltsstufe, die das frühere Gehalt abdeckt, das heisst Stufe 9. Das Gehalt wird 185 495 Franken brutto (Index 2003), nach Abzug von 4 % 178 075 Franken brutto betragen.

Für die bei Inkrafttreten des neuen Gesetzes oder später gewählten Kantonsrichter gelten umfassend die Bestimmungen des neuen Gesetzes.

1.3 Kosten

Die Kosten/Einsparungen des neuen Gesetzes gegenüber dem alten Gesetz sind schwer abzuschätzen. Zwar lassen sich die Kosten der neuen Gehälter genau berechnen und weichen kaum von den gegenwärtigen Kosten ab, dies gilt aber nicht für das neue System der beruflichen Vorsorge. Dieses System wird dem Staat insgesamt langfristig Einsparungen ermöglichen.

Was die Gehälter betrifft, so wird die Anwendung des neuen Gesetzes auf die Staatsräte sowie auf die Oberamt männer ab dem Jahr 2007 Mehrkosten von rund **60 000** Franken jährlich verursachen, und zwar aufgrund der Gehaltsaufbesserung für die Oberamt männer (Angleichung der Gehälter an das Gehalt des Oberamt manns des Saanebezirks). Die Anwendung des neuen Gesetzes auf die Kantonsrichter wird nur für die neuen Richter mehr kosten. Sobald sie die bisherigen Richter ganz abgelöst haben, werden sich die jährlichen Kosten auf **270 000** Franken belaufen.

Bei der beruflichen Vorsorge der Staatsräte und der Oberamt männer liegt das vornehmliche Sparpotenzial in folgendem Fall: Rücktritt vor dem 45. Altersjahr mit weniger als zehn Amtsjahren. Unter diesen Umständen lässt sich die Einsparung in Zusammenhang mit der einmaligen Entschädigung (Art. 8) wie folgt schätzen:

- Für einen Staatsrat bei Rücktritt mit 44 Jahren nach fünf Amtsjahren bis zum Tod mit 82 Jahren beträgt die Einsparung 1 820 715 Franken, wenn nach dem alten Gesetz keine Koordination der Pension hätte erfolgen können
- Für einen Oberamt mann bei Rücktritt mit 44 Jahren nach fünf Amtsjahren bis zum Tod mit 82 Jahren

beträgt sie 1 035 654 Franken, wenn nach dem alten Gesetz keine Koordination der Pension hätte erfolgen können;

Bei den Kantonsrichtern kann immer noch bei der beruflichen Vorsorge gespart werden, was sich wie folgt berechnen lässt:

- Bei Rücktritt eines Kantonsrichters mit 60 Jahren nach 20 Amtsjahren bis zum Tod mit 82 Jahren beträgt die Einsparung 2 022 125 Franken, wenn nach dem alten Gesetz keine Koordination der Pension hätte erfolgen können
- Bei Rücktritt eines Kantonsrichters mit 62 Jahren nach 20 Amtsjahren bis zum Tod mit 82 Jahren beträgt die Einsparung 1 479 126 Franken, wenn nach dem alten Gesetz keine Koordination der Pension hätte erfolgen können.

1.4 Eurokompatibilität

Der Gesetzesentwurf fällt unter die staatliche Souveränität und ist somit eurokompatibel.

2. KOMMENTAR DER EINZELNEN ARTIKEL

Art. 1 (Definition)

Ausführung der Empfehlungen des Staatsrates hinsichtlich der sprachlichen Gleichbehandlung

Art. 2 Staatsräte

Vgl. allgemeiner Kommentar, Ziff. 1.2.5; Absatz 2 und 3 aus der geltenden Gesetzgebung übernommen.

Art. 3 Oberamt männer

Vgl. allgemeiner Kommentar, Ziff. 1.2.5; Absatz 2 aus der geltenden Gesetzgebung übernommen.

Art. 4 Kantonsrichter

Vgl. allgemeiner Kommentar, Ziff. 1.2.5; Absatz 2 aus der geltenden Gesetzgebung übernommen.

Art. 5 Gemeinsame Bestimmungen *a) Anpassung der Gehälter und Arbeitgeberzulagen*

Die Gehälter der Magistratspersonen müssen in gleicher Weise angepasst werden wie die Gehälter des Staatspersonals. Falls ausserdem der Staatsrat die Struktur der Gehaltsskalen für das Staatspersonal ändern sollte, so würden die den Magistratspersonen zugewiesenen Klassen und Stufen automatisch angepasst. Artikel 5 Abs. 3 übernimmt die geltende Regel bezüglich Arbeitgeberzulagen für Kinder.

Art. 6 b) Feste Entschädigungen und Sitzungsgelder

Übernahme der geltenden Gesetzgebung und Anwendung derselben Regeln wie beim Staatspersonal.

Art. 7 (Gehaltsfortzahlung bei Abwesenheit wegen Krankheit oder Unfall)

In der geltenden Gesetzgebung ist die Situation von Magistratspersonen, die wegen Krankheit oder Unfall arbeitsunfähig sind, nicht geregelt. Der Vorentwurf sieht eine sinn gemässe Anwendung der für das Staatspersonal

geltenden Vorschriften vor. Die Magistratspersonen haben sich gleich wie das Staatspersonal an ihrer Lohngarantie zu beteiligen. Beim jetzigen Stand der Dinge sind die gewählten Magistratspersonen schon dem UVG unterstellt: bei Unfall werden dem Staat die Taggelder rückvergütet.

Art. 8 *Rücktritt oder Nichtwiederwahl vor dem 45. Altersjahr und bei weniger als zehn Amtsjahren*

Diese Bestimmung verankert das System der einmaligen Kapitalabfindung anstelle einer lebenslänglichen Pension, wenn der Staatsrat oder der Oberamtmann weniger als 45 Jahre alt ist und weniger als zehn Amtsjahre geleistet hat. Diese einmalige Abfindung teilt sich eigentlich in zwei Abfindungen auf:

- Die erste Abfindung entspricht einer Austrittsleistung im Sinne der Bundesgesetzgebung über das BVG. Sie ist also für einen Einkauf in eine andere Vorsorgeeinrichtung gedacht. Der Staat wird sich vergewissern müssen, dass dieser Transfer durchgeführt wird. Die Gewährung der Abfindung ist an diese Bedingung geknüpft; gemäss den Vorschriften des BVG wird die Austrittsleistung nur dann bar ausgezahlt, wenn die oder der Anspruchsberechtigte die Schweiz endgültig verlässt oder eine selbstständige Erwerbstätigkeit aufnimmt und der obligatorischen beruflichen Vorsorge nicht mehr untersteht. Die Höhe dieser Austrittsleistung entspricht einem Jahresgehalt bei Nichtwiederwahl/Rücktritt bei weniger als fünf geleisteten Amtsjahren und zwei Jahresgehältern bei mehr als fünf geleisteten Amtsjahren.
- Die zweite Abfindung entspricht einer Abgangsschädigung. Sie entspricht einem Jahresgehalt, unabhängig von der Amtsdauer, jedoch bei weniger als zehn geleisteten Amtsjahren. Sie muss es der oder dem Anspruchsberechtigten erlauben, innert nützlicher Frist eine neue Erwerbstätigkeit zu finden. Diese Abfindung wird in Form einer vorübergehenden Rente während höchstens 12 Monaten ausbezahlt. Sie wird mit dem Einkommen aus der neuen Erwerbstätigkeit koordiniert. Findet also die ehemalige Magistratsperson nach Beendigung ihrer Amtstätigkeit wieder Arbeit, so geht ihr Rentenanspruch nur bis zur Differenz zwischen dem früheren Gehalt und dem Gehalt der neuen Erwerbstätigkeit. Findet sie nach zwei Monaten wieder Arbeit und ist das neue Gehalt gleich hoch oder höher als das frühere, so besteht ihr Anspruch auf diese vorübergehende Rente nur während zwei Monaten.

Art. 9 *Rücktritt oder Nichtwiederwahl nach dem 45. Altersjahr oder nach zehn Amtsjahren*
a) Grundsatz

Der Anspruch auf eine lebenslängliche Pension entsteht erst bei Erreichen des 45. Altersjahrs oder bei zehn geleisteten Amtsjahren. Artikel 9 übernimmt in diesen Fällen die geltenden Vorschriften über die Progression und die Festsetzung der Pensionen der Staatsräte und der Oberamtmänner.

Die Staatsräte erreichen nach fünfzehn Amtsjahren das Maximum von 60 % des letzten Gehalts. Dies entspricht der allgemein in der Praxis zulässigen maximalen Amtsdauer. Die Oberamtmänner kommen nach 20 Amtsjahren auf diesen Höchstbetrag. Die Differenz ist mit der Art der Aufgaben der jeweiligen Funktion zu erklären.

Art. 10 *b) Koordination*

Absatz 1 übernimmt die geltende Vorschrift, wonach die Pensionen bei Amtswechsel der Staatsräte und Oberamtmänner bis zu höchstens 60 % kumuliert werden können.

Die Absätze 2 und 3 legen die neuen Vorschriften für die Koordination fest. Sie gehen weiter als die gegenwärtigen Vorschriften. Die Koordination kann zur vollständigen Aufhebung der Pension führen. Die Koordination bleibt auch nach Erreichen des 65. Altersjahrs bestehen, allerdings bis zu 50 %. Dadurch, dass im Gegensatz zur geltenden Gesetzgebung am Grundsatz der Koordination über das 65. Altersjahr hinaus festgehalten wird, wird übrigens der Bemerkung im Rahmen der Vernehmlassung zum Vorentwurf teilweise Rechnung getragen: Die Pension nach Erreichen des 65. Altersjahrs wird nämlich bei Kumulierung mit anderen Einkünften aus Erwerbstätigkeit oder Austrittsleistungen der 2. Säule gekürzt. In die Koordinationsvorschriften sollen das Vermögen oder die Ersparnisse der Magistratspersonen jedoch nicht einbezogen werden, was zweifellos zu Willkür führen würde.

Nach Absatz 4 können die Staatsräte sowie die Oberamtmänner zwischen den in Artikel 8 vorgesehenen und den sich aus Artikel 9 ergebenden Leistungen wählen. Der Fall, dass eine Magistratsperson, die älter als 45 Jahre ist, nach nur wenigen Amtsjahren nicht wieder gewählt wird oder zurücktritt (beispielsweise bei Ersatzwahl während der Amtsperiode, der keine zweite Wahl folgt), ist nämlich nicht auszuschliessen. Der Auszahlungsbetrag wird unter diesen Umständen dem Maximum entsprechen, nämlich zwei bzw. drei Jahresgehältern.

Art. 11 *Invalidität*

Bei Invalidität ist die Pension gleich dem in Artikel 9 vorgesehenen Höchstbetrag, das heisst 60 % des letzten Gehalts. Auch diese Pension wird nach den gleichen Regeln wie in Artikel 10 vorgesehen koordiniert.

Art. 12 *Todesfall*

Die Pension des hinterbliebenen Ehegatten wird wie nach den geltenden Bestimmungen berechnet. Artikel 12 übernimmt zudem die Vorschriften des BVG für die Festsetzung der Leistungen im Fall der Wiederverheiratung des überlebenden Ehegatten und im Fall des geschiedenen oder getrennt lebenden überlebenden Ehegatten. In Artikel 12 Abs. 3 und 4 werden ausserdem auch die Vorschriften des BVG für die Festsetzung der Leistungen an die Waisen und die Frage der kumulierten Leistungen aufgegriffen.

Art. 13 *Beteiligung*

Diese Bestimmung sieht eine Beteiligung der Magistratspersonen an der Finanzierung ihrer beruflichen Vorsorge vor. Diese Beteiligung wird auf 4 % des Gehalts festgesetzt. Der Rückbehalt wird direkt in die Staatskasse eingezahlt. Da die betreffenden Magistratspersonen nicht der obligatorischen beruflichen Vorsorge unterstellt sind, brauchen die zurückbehaltenen Beträge nicht nach den Vorschriften des BVG verbucht zu werden.

Art. 14 *Teuerungsanpassung*

Nach Artikel 14 werden die Pensionen wie die dem Staatspersonal ausgezahlten Pensionen an die Teuerung angepasst. Gegenwärtig folgen die Pensionen der ge-

wählten Magistratspersonen der Entwicklung der Gehälter des Staatspersonals, was im Fall des Solidaritätsbeitrags, von Teilanpassung an die Lebenshaltungskosten oder Aufholen von Rückständen nicht unproblematisch ist. Die hier geltenden Vorschriften müssen also die allgemein für die Altersrenten geltenden sein.

Art. 15 *Verwaltung*

Artikel 15 sieht vor, dass das Amt für Personal und Organisation die Pensionen weiterhin verwaltet und den pensionierten Magistratspersonen auszahlt. Dies ist schon jetzt Aufgabe dieses Amtes, das auch die Fälle von Koordination und Pensionskürzungen jährlich kontrolliert.

Art. 16 *(Kantonsrichter)*

Die Kantonsrichter sind bei der Pensionskasse des Staatspersonals nach der Pensions-Vorsorgeregelung versichert. Sie werden somit den anderen Magistratspersonen (Bezirksgerichtspräsident, Staatsanwalt, Staatsschatzverwalter, Kanzler), den Universitätsprofessoren oder anderen höheren Kadern des Staates gleichgestellt, die alle in der Pensions-Vorsorgeregelung der Pensionskasse versichert sind.

Art. 17 *Änderung bisherigen Rechts*

Der Verweis in Artikel 12 SVOG auf das alte Gesetz über die Besoldung und die Pensionen der Staatsräte und der Kantonsrichter wird an das neue Gesetz angepasst.

Art. 18 *Aufhebung bisherigen Rechts*

Artikel 18 hebt die geltende Gesetzgebung auf.

Art. 19 *Übergangsbestimmungen* *a) Bei Inkrafttreten des Gesetzes Pensionierte*

In Übereinstimmung mit der Rechtsprechung bleiben die Pensionen der bereits pensionierten Magistratspersonen unverändert.

Art. 20 *b) Staatsräte und Oberamt männer*

Diese Bestimmung betrifft ausschliesslich die Staatsräte sowie die Oberamt männer. Sie sieht die weitere Anwendung der alten Bestimmungen bis zum Ende der laufenden Legislaturperiode vor, also bis zum 31. Dezember 2006. Das bedeutet insbesondere, dass die im Amt stehenden Magistratspersonen in dieser Legislaturperiode weder in den Genuss der für die Oberamt männer vorgesehenen Gehaltserhöhung noch des Systems der einmaligen Kapitalabfindung kommen. Hingegen sieht die Bestimmung das sofortige Inkrafttreten der neuen Vorschriften über den Gehaltsanspruch bei Abwesenheit, die neuen Koordinationsregeln und die angepassten Leistungen im Todesfall vor. Es ist darauf hinzuweisen, dass bei einer Ersatzwahl vor dem Ende dieser Legislaturperiode die neu gewählte Magistratsperson bereits dem neuen Gesetz unterstellt sein wird.

Nach Absatz 2 gelten ab der nächsten Legislaturperiode, also ab dem 1. Januar 2007, alle Bestimmungen des neuen Gesetzes für die gegenwärtig im Amt stehenden Magistratspersonen. Diejenigen, die am Ende der laufenden Legislaturperiode von ihrem Amt zurücktreten, werden also den Vorschriften der alten Gesetzgebung unterstellt sein, vorbehaltlich der im vorangehenden Absatz erläuterten Ausnahmen.

Absatz 3 regelt die Auflösung der nicht obligatorischen BVG-Vorsorgeregelung, der die Magistratspersonen gegenwärtig unterstehen.

Absatz 4 regelt die Auflösung der BVG-Vorsorgeregelung der Oberamt männer nach den Vorschriften des BVG, wobei die Arbeitnehmerbeiträge der Oberamt männer von diesen selbst übernommen werden.

Art. 21 *c) Kantonsrichter*

Für die gegenwärtig amtierenden Kantonsrichter gilt bis zum Ende ihrer Amtstätigkeit weiterhin die alte Gesetzgebung. Das heisst, dass sie nicht in den Genuss der in Artikel 4 vorgesehenen Gehaltserhöhung kommen. Ab dem 1. Januar 2007 wird ihr Gehalt angepasst, um ihrer Beteiligung an der beruflichen Vorsorge Rechnung zu tragen. Ab diesem Zeitpunkt werden für sie auch die neuen Koordinationsvorschriften gelten, und die BVG-Vorsorgeregelung wird aufgehoben.

Loi

du

**relative au traitement et à la prévoyance professionnelle
des conseillers d'Etat, des préfets et des juges cantonaux**

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message du Conseil d'Etat du 20 janvier 2004;
Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

CHAPITRE PREMIER

Définition

Art. 1

Au sens de la présente loi, le terme de magistrat de l'Etat (ci-après: magistrat) désigne les conseillers et conseillères d'Etat (ci-après: les conseillers), les juges au Tribunal cantonal ou au Tribunal administratif (ci-après: les juges) ainsi que les préfets.¹⁾

¹⁾ Les dénominations de fonctions utilisées dans cette loi sont applicables sans distinction aux personnes de sexe féminin et à celles de sexe masculin

CHAPITRE II

Traitement

Art. 2 Conseillers

¹⁾ Le traitement de fonction (ci-après: traitement) des conseillers correspond à 118 % du traitement maximal de l'échelle générale des traitements majoré du treizième salaire.

²⁾ Le président du Conseil d'Etat reçoit un supplément annuel de 5000 francs.

Gesetz

vom

**über die Gehälter und die berufliche Vorsorge der
Staatsräte, der Oberamt männer und der Kantonsrichter**

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Botschaft des Staatsrates vom 20. Januar 2004;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

1. KAPITEL

Definition

Art. 1

Als Magistratspersonen des Staates (Magistratspersonen) im Sinne dieses Gesetzes gelten die Staatsrätinnen und Staatsräte (die Staatsräte), die Richterinnen und Richter am Kantonsgericht und am Verwaltungsgericht (die Kantonsrichter) sowie die Oberamt frauen und die Oberamt männer (die Oberamt männer).¹⁾

¹⁾ Die in diesem Gesetz verwendeten Personenbezeichnungen gelten gleichermassen für Männer und Frauen.

2. KAPITEL

Gehalt

Art. 2 Staatsräte

¹⁾ Das Funktionsgehalt (das Gehalt) der Staatsräte entspricht 118 % des Höchstgehalts der allgemeinen Gehaltsskala, erhöht um das 13. Monatsgehalt.

²⁾ Der Staatsratspräsident erhält eine Jahreszulage von 5000 Franken.

³ Le Conseil d'Etat fixe périodiquement les indemnités de représentation et de déplacement dues forfaitairement aux conseillers.

Art. 3 Préfets

¹ Le traitement des préfets correspond au montant fixé dans la classe 4 palier 6 de l'échelle spéciale des traitements du personnel de l'Etat, majoré du treizième salaire.

² Le Conseil d'Etat fixe périodiquement les indemnités de représentation et de déplacement dues forfaitairement aux préfets.

Art. 4 Juges

¹ Le traitement des juges correspond au montant fixé dans la classe 4, palier 16, de l'échelle spéciale des traitements du personnel de l'Etat, majoré du treizième salaire.

² Le président du Tribunal cantonal et le président du Tribunal administratif reçoivent un supplément annuel de 3000 francs.

Art. 5 Disposition commune

a) Adaptation des traitements et allocations

¹ Les traitements des magistrats sont adaptés au renchérissement et à l'évolution des salaires réels dans la même proportion que les traitements du personnel de l'Etat, conformément aux articles 91 à 93 du règlement du 17 décembre 2002 du personnel de l'Etat applicables par analogie.

² En cas de modification des échelles, les traitements des magistrats sont automatiquement colloqués dans les classes et paliers correspondant à leur ancien traitement.

³ Les magistrats bénéficient des allocations d'employeur pour enfant prévues par la législation sur le personnel de l'Etat.

b) Indemnités fixes et jetons de présence

Les magistrats représentant l'Etat au sein d'un conseil d'administration ou de fondation ou d'autres organes exécutifs de personnes morales de droit privé ou public sont tenus de restituer à l'Etat le montant des indemnités fixes touchées à ce titre. Les jetons de présence leur sont en revanche acquis.

³ Der Staatsrat legt die pauschalen Repräsentations- und Reiseentschädigungen seiner Mitglieder periodisch fest.

Art. 3 Oberamt männer

¹ Das Gehalt der Oberamt männer entspricht dem in Klasse 4 Stufe 6 der Sondergehaltsskala des Staatspersonals festgesetzten Betrag, erhöht um das 13. Monatsgehalt.

² Der Staatsrat legt die pauschalen Repräsentations- und Reiseentschädigungen für die Oberamt männer periodisch fest.

Art. 4 Kantonsrichter

¹ Das Gehalt der Kantonsrichter entspricht dem in Klasse 4 Stufe 16 der Sondergehaltsskala festgesetzten Betrag, erhöht um das 13. Monatsgehalt.

² Der Präsident des Kantonsgerichts und der Präsident des Verwaltungsgerichts erhalten eine Jahreszulage von 3000 Franken.

Art. 5 Gemeinsame Bestimmung

a) Anpassung der Gehälter und Arbeitgeberzulagen

¹ Die Gehälter der Magistratspersonen werden im gleichen Verhältnis der Teuerung angepasst wie die Gehälter des Staatspersonals; die Artikel 91–93 des Reglements über das Staatspersonal gelten sinngemäss.

² Im Fall einer Änderung der Gehaltsskalen werden die Gehälter der Magistratspersonen automatisch in die ihrem bisherigen Gehalt entsprechenden Klassen und Stufen eingereiht.

³ Die Magistratspersonen haben Anspruch auf die in der Staatspersonalgesetzgebung vorgesehenen Arbeitgeberzulagen für Kinder.

b) Feste Entschädigungen und Sitzungsgelder

Die Magistratspersonen, die den Staat in Verwaltungsräten, Stiftungsräten oder anderen Exekutivorganen von juristischen Personen des Privatrechts oder des öffentlichen Rechts vertreten, sind verpflichtet, dem Staat den Betrag der festen Entschädigungen, die sie dafür erhalten, zurückzuerstatten. Die Sitzungsgelder dagegen gehören den Magistratspersonen.

CHAPITRE III

Droit au traitement en cas d'absence pour cause de maladie ou d'accident

Art. 7

¹ En cas de maladie ou d'accident, les magistrats ont droit à la garantie de leur rémunération pendant une période de 730 jours, selon les modalités prévues pour le personnel de l'Etat. Les magistrats sont appelés à participer au financement de cette garantie dans la même mesure que le personnel de l'Etat. Les dispositions de la LAA sont en outre applicables.

² Le droit au versement d'une pension prend naissance à la fin du droit aux prestations tel qu'il est prévu à l'alinéa 1.

CHAPITRE IV

Prévoyance professionnelle

1. Conseillers et préfets

Art. 8 Démission ou non-réélection avant l'âge de 45 ans et avant l'accomplissement de dix années de fonction

¹ Les conseillers et les préfets démissionnaires ou non réélus ont droit, lorsque la cessation d'activité survient avant l'âge de 45 ans et qu'ils comptent moins de dix années de fonction, aux prestations suivantes:

- a) un montant égal à une année de traitement au titre de prestation analogue à une prestation de sortie et une année de traitement au titre d'indemnité lorsqu'ils ont accompli moins de cinq années de fonction;
- b) un montant égal à deux années de traitement au titre de prestation analogue à une prestation de sortie et une année de traitement au titre d'indemnité lorsqu'ils ont accompli cinq années de fonction ou plus et moins de dix années de fonction.

² Toute année de fonction commencée compte comme année entière.

³ La prestation due au titre de prestation de sortie doit être transférée dans une institution de prévoyance ou affectée à une autre forme reconnue de prévoyance, aux conditions prévues par la législation fédérale relative à la prévoyance professionnelle.

3. KAPITEL

Gehaltsfortzahlung bei Abwesenheit wegen Krankheit oder Unfall

Art. 7

¹ Bei Krankheit oder Unfall haben die Magistratspersonen Anspruch auf Lohngarantie während 730 Tagen nach den für das Staatspersonal vorgesehenen Modalitäten. Die Magistratspersonen beteiligen sich an der Finanzierung dieser Lohngarantie in gleichem Umfang wie das Staatspersonal. Im Übrigen gelten die Bestimmungen des UVG.

² Der Anspruch auf die Auszahlung einer Pension beginnt mit Ablauf des Leistungsanspruchs nach Absatz 1.

4. KAPITEL

Berufliche Vorsorge

1. Staatsräte und Oberamt männer

Art. 8 Rücktritt oder Nichtwiederwahl vor dem 45. Altersjahr und nach weniger als zehn Amtsjahren

¹ Zurücktretende oder nicht wieder gewählte Staatsräte und Oberamt männer, die ihre Amtstätigkeit vor dem 45. Altersjahr aufgeben und weniger als zehn Amtsjahre geleistet haben, haben Anspruch auf die folgenden Leistungen:

- a) einen Betrag in Höhe eines Jahresgehalts als Austrittsleistung und eines Jahresgehalts als Entschädigung bei weniger als fünf geleisteten Amtsjahren;
- b) einen Betrag in Höhe von zwei Jahresgehältern als Austrittsleistung und eines Jahresgehalts als Entschädigung bei fünf bis zehn geleisteten Amtsjahren;

² Jedes angefangene Amtsjahr gilt als volles Jahr.

³ Der als Austrittsleistung geschuldete Betrag muss einer Vorsorgeeinrichtung überwiesen oder in eine andere anerkannte Vorsorgeform eingezahlt werden, unter den Voraussetzungen nach der Bundesgesetzgebung über die berufliche Vorsorge.

⁴ La prestation due au titre d'indemnité est versée sous forme de rente mensuelle répartie sur douze mois. Elle est coordonnée avec le revenu d'une activité lucrative. La coordination consiste en une réduction de la prestation lorsque, ajoutée au revenu de la nouvelle activité lucrative, elle dépasse le montant d'un traitement annuel de conseiller ou de préfet. Le Conseil d'Etat fixe les règles de calcul.

Art. 9 Démission ou non-réélection après l'âge de 45 ans
ou après l'accomplissement de dix années révolues de fonction
a) Principe

¹ Les conseillers démissionnaires ou non réélus après l'âge de 45 ans ou qui ont accompli dix années de fonction ont droit à une pension viagère de 6 % du dernier traitement par année durant les cinq premières années de fonction. Cette pension augmente de 4 % par année jusqu'à la dixième année de fonction, puis de 2 % par année de fonction révolue dès la dixième année de fonction, jusqu'au maximum de 60 % du dernier traitement.

² Les préfets démissionnaires ou non réélus après l'âge de 45 ans ou qui ont accompli dix années de fonction ont droit à une pension viagère de 5 % du dernier traitement par année durant les cinq premières années de fonction. Cette pension augmente de 4 % par année jusqu'à la dixième année de fonction, puis de 2 % de la onzième à la quinzième et de 1 % dès la seizième, jusqu'au maximum de 60 % du dernier traitement.

³ Toute année de fonction commencée compte comme année entière.

⁴ En lieu et place de la pension viagère, les conseillers et les préfets visés par cette disposition peuvent opter pour les prestations prévues à l'article 8.

Art. 10 b) Coordination

¹ La pension cumulée d'ancien conseiller et d'ancien préfet ne peut dépasser 60 % du dernier traitement.

² La pension est coordonnée avec le revenu d'une activité lucrative, d'une rente de retraite, d'invalidité ou de conjoint survivant d'une institution de prévoyance ou d'une collectivité publique, d'une rente AVS, d'une rente AI ou d'une autre assurance sociale, à l'exclusion de toute rente provenant de la constitution d'un troisième pilier.

⁴ Der als Entschädigung geschuldete Betrag wird in Form einer auf zwölf Monate aufgeteilten Rente ausbezahlt. Er wird mit dem Erwerbseinkommen koordiniert. Die Koordination besteht in einer Leistungskürzung, wenn die Entschädigung zusammen mit dem neuen Erwerbseinkommen einen Betrag ergibt, der über dem entsprechenden Jahresgehalt der Staatsräte oder der Oberamt männer liegt. Der Staatsrat legt die Berechnungsmodalitäten fest.

Art. 9 Rücktritt oder Nichtwiederwahl nach dem 45. Altersjahr
oder nach zehn Amtsjahren
a) Grundsatz

¹ Staatsräte, die nach dem 45. Altersjahr zurücktreten oder nicht wieder gewählt werden oder die zehn Amtsjahre geleistet haben, haben Anspruch auf eine lebenslängliche Pension von 6 % des letzten Gehalts pro Jahr für die ersten fünf Amtsjahre. Die Pension wird bis zum zehnten Amtsjahr um je 4 % pro Jahr und ab dem zehnten Amtsjahr um weitere 2 % pro geleistetes Amtsjahr erhöht, bis zum Maximum von 60 % des letzten Gehalts.

² Oberamt männer, die nach dem 45. Altersjahr zurücktreten oder nicht wieder gewählt werden oder die zehn Amtsjahre geleistet haben, haben Anspruch auf eine lebenslängliche Pension von 5 % des letzten Gehalts pro Jahr für die ersten fünf Amtsjahre. Die Pension wird bis zum zehnten Amtsjahr um je 4 % pro Jahr, vom elften bis zum fünfzehnten Amtsjahr um weitere 2 % pro Jahr und ab dem sechzehnten Amtsjahr nochmals um 1 % pro Jahr erhöht, bis zum Maximum von 60 % des letzten Gehalts.

³ Jedes angefangene Amtsjahr gilt als volles Jahr.

⁴ Die von dieser Bestimmung betroffenen Staatsräte und Oberamt männer können sich statt einer lebenslänglichen Pension für die in Artikel 8 vorgesehenen Leistungen entscheiden.

Art. 10 b) Koordination

¹ Kumulierte Pensionsansprüche als ehemaliger Staatsrat und ehemaliger Oberamt mann dürfen 60 % des letzten Gehalts nicht übersteigen.

² Die Pension wird mit dem Einkommen aus Erwerbstätigkeit, aus einer Alters-, Invaliden- oder Hinterbliebenenrente einer Vorsorgeeinrichtung oder einer öffentlichen Körperschaft, aus einer AHV-Rente, einer IV-Rente oder einer anderen Sozialversicherung koordiniert; die Renteneinkünfte aus der 3. Säule werden nicht berücksichtigt.

³ La coordination consiste en une réduction correspondante de la pension lorsque, ajoutée au revenu provenant d'une des sources énumérées à l'alinéa 2, elle dépasse 100 % du dernier traitement indexé du conseiller ou du préfet. Dès l'âge donnant droit à l'AVS, la pension est réduite jusqu'à 50 % au maximum.

⁴ Lorsque la pension viagère a été remplacée par les prestations visées à l'article 8, celles-ci sont coordonnées conformément aux alinéas 2 et 3 ci-dessus.

Art. 11 Invalidité

¹ En cas d'invalidité entraînant une cessation d'activité, les conseillers et les préfets ont droit à une pension égale à 60 % du dernier traitement.

² L'invalidité est déterminée par une autorité désignée par le Conseil d'Etat, sur la base d'un rapport médical, du dossier soumis à l'AI fédérale et, le cas échéant, de la décision de celle-ci. L'invalidité qui n'est pas déclarée comme définitive est soumise périodiquement à révision auprès de l'autorité désignée par le Conseil d'Etat.

³ La pension d'invalidité est coordonnée avec la rente AI ou AVS, une rente de retraite, d'invalidité ou de conjoint survivant d'une institution de prévoyance ou encore avec le revenu d'une activité lucrative.

⁴ La coordination consiste en une réduction correspondante de la pension lorsque, ajoutée au revenu provenant d'une des sources énumérées à l'alinéa 3, elle dépasse 100 % du dernier traitement indexé du conseiller ou du préfet. Dès l'âge donnant droit à l'AVS, la pension est réduite jusqu'à 50 % au maximum.

Art. 12 Décès

¹ En cas de décès d'un conseiller ou d'un préfet, le conjoint survivant a droit à 60 % de la pension du défunt si celui-ci était déjà pensionné et de la pension calculée selon l'article 11 s'il était encore en charge. En cas de remariage, le conjoint survivant a droit, pour solde de tout compte, à une indemnité unique égale au triple de la pension annuelle dont il bénéficiait lors du remariage.

² Le conjoint survivant divorcé ou séparé est assimilé au conjoint survivant à la condition que le mariage ait duré dix ans au moins et qu'il ait bénéficié, en vertu du jugement de divorce ou de séparation, d'une rente ou d'une indemnité en capital en lieu et place d'une rente. Toutefois, le montant de la pension est réduit en conséquence si, ajouté aux prestations de l'AI et de l'AVS en faveur du conjoint divorcé ou séparé et découlant de la mort du conseiller ou du préfet, il dépasse le montant fixé par le jugement de divorce ou de séparation.

³ Die Koordination besteht in einer entsprechenden Kürzung der Pension, wenn diese zusammen mit einer Einkommensquelle nach Absatz 2 mehr als 100 % des zuletzt als Staatsrat bzw. Oberamtmann bezogenen indexierten Gehalts beträgt. Ab dem AHV-Alter wird die Pension bis zu höchstens 50 % gekürzt.

⁴ Wurden anstelle der lebenslänglichen Pension die Leistungen nach Artikel 8 gewählt, so werden diese entsprechend den Absätzen 2 und 3 koordiniert.

Art. 11 Invalidität

¹ Bei Invalidität, die die Aufgabe der Amtstätigkeit zur Folge hat, haben die Staatsräte und die Oberamt männer Anspruch auf eine Pension von 60 % des letzten Gehalts.

² Die Invalidität wird von einer vom Staatsrat bezeichneten Behörde aufgrund eines ärztlichen Berichts, des der eidgenössischen IV unterbreiteten Dossiers und gegebenenfalls des Entscheids der IV festgestellt. Die Invaliditätsfälle, die nicht endgültig als solche eingestuft worden sind, werden periodisch der vom Staatsrat bezeichneten Behörde zur Überprüfung vorgelegt.

³ Die Invalidenpension wird mit der IV- oder AHV-Rente, einer Alters-, Invaliden- oder Hinterbliebenenrente einer Vorsorgeeinrichtung und mit dem Einkommen aus einer Erwerbstätigkeit koordiniert.

⁴ Die Koordination besteht in einer entsprechenden Kürzung der Pension, wenn diese zusammen mit einer Einkommensquelle nach Absatz 3 mehr als 100 % des zuletzt als Staatsrat bzw. Oberamtmann bezogenen indexierten Gehalts beträgt. Ab dem AHV-Alter wird die Pension bis zu höchstens 50 % gekürzt.

Art. 12 Todesfall

¹ Im Todesfall eines Staatsrats oder eines Oberamtmanns hat der überlebende Ehegatte Anspruch auf 60 % der Pension des Verstorbenen, wenn dieser bereits pensioniert war, und auf 60 % der nach Artikel 11 berechneten Pension, wenn der Verstorbene noch im Amt war. Bei Wiederverheiratung hat der überlebende Ehegatte alles in allem Anspruch auf eine einmalige Entschädigung in Höhe des dreifachen Betrags der Jahrespension, auf die er bei der Wiederverheiratung Anspruch hatte.

² Der geschiedene oder in Trennung lebende überlebende Ehegatte wird dem überlebenden Ehegatten gleichgestellt, unter der Voraussetzung, dass die Ehe mindestens zehn Jahre gedauert hat und er gemäss Scheidungs- oder Trennungsurteil Anspruch auf eine Rente oder Kapitalabfindung an Stelle einer Rente hatte. Der Betrag der Pension wird jedoch entsprechend gekürzt, wenn er zusammen mit den Todesfall-Leistungen der IV und AHV zugunsten des geschiedenen oder in Trennung lebenden Ehegatten den im Scheidungs- oder Trennungsurteil festgesetzten Betrag übersteigt.

³ L'orphelin ou l'enfant recueilli âgé de moins de 18 ans révolus ou de moins de 25 ans révolus s'il fait un apprentissage ou des études ou si, en raison d'une invalidité de deux tiers au moins, il est incapable de travailler, a droit à 20 % de la pension du défunt si celui-ci était déjà pensionné et de la pension calculée selon l'article 11 s'il était encore en charge.

⁴ La pension de conjoint survivant et celle d'orphelin ne peuvent ensemble dépasser le montant de 100 % du dernier traitement du conseiller ou du préfet.

⁵ Le Conseil d'Etat décide du montant de la pension à verser à d'autres ayants droit à charge du conseiller ou du préfet.

Art. 13 Participation

Il est prélevé 4 % du traitement des conseillers et des préfets au titre de participation au financement de leur prévoyance professionnelle. Ce prélèvement reste acquis à l'Etat.

Art. 14 Indexation

Les pensions sont indexées au coût de la vie conformément aux dispositions de la loi sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat, applicables par analogie.

Art. 15 Gestion

La gestion et le versement des pensions sont confiés au Service du personnel et d'organisation.

2. Juges

Art. 16

Les juges sont assurés auprès de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat, dans le régime de pensions.

³ Kinder oder Pflegekinder haben bis zum vollendeten 18. Altersjahr oder bis zum vollendeten 25. Altersjahr, wenn sie in der Lehre oder im Studium sind oder wegen Invalidität zu mindestens zwei Dritteln arbeitsunfähig sind, Anspruch auf 20 % der Pension des Verstorbenen, wenn dieser bereits pensioniert war, und auf 20 % der nach Artikel 11 berechneten Pension, wenn der Verstorbene noch im Amt war.

⁴ Die Pension des überlebenden Ehegatten und die Waisenpension dürfen zusammen nicht mehr als 100 % des letzten Gehalts des verstorbenen Staatsrates bzw. Oberamtmannes betragen.

⁵ Der Staatsrat entscheidet über den Betrag der Pension, der anderen Anspruchsberechtigten ausbezahlt ist, für deren Unterhalt der verstorbene Staatsrat bzw. Oberamtmann aufgekomen ist.

Art. 13 Beteiligung

Vom Gehalt der Staatsräte und der Oberamtmänner werden 4 % als Beteiligung an der Finanzierung ihrer beruflichen Vorsorge abgezogen. Dieser Betrag fällt dem Staat zu.

Art. 14 Teuerungsanpassung

Die Pensionen werden nach den sinngemäss geltenden Bestimmungen des Gesetzes über die Pensionskasse des Staatspersonals dem Landesindex der Konsumentenpreise angepasst.

Art. 15 Verwaltung

Die Pensionen werden vom Amt für Personal und Organisation verwaltet und ausbezahlt.

2. Kantonsrichter

Art. 16

Die Kantonsrichter sind bei der Pensionskasse des Staatspersonals nach der Pensions-Vorsorgeregelung versichert.

CHAPITRE V

Modification, abrogations et droit transitoire

Art. 17 Modification

La loi du 16 octobre 2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (LOCEA) (RSF 122.0.1) est modifiée comme il suit:

Art. 12, 2^e phr.

(...); l'article 6 de la loi du ... relative au traitement et à la prévoyance professionnelle des conseillers d'Etat, des préfets et des juges cantonaux est en outre réservé.

Art. 18 Abrogations

Sont abrogées:

- a) la loi du 26 novembre 1965 sur le traitement et les pensions des conseillers d'Etat et des juges cantonaux (RSF 122.1.3);
- b) la loi du 25 septembre 1981 sur les traitements et les pensions des préfets (RSF 122.3.2).

Art. 19 Dispositions transitoires

- a) Pensionnés lors de l'entrée en vigueur de la loi

Les magistrats qui étaient déjà pensionnés au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi sont soumis aux dispositions applicables avant cette entrée en vigueur.

Art. 20 b) Conseillers et préfets

¹ Les conseillers et les préfets déjà en fonction lors de l'entrée en vigueur de la présente loi sont soumis, jusqu'au terme de la législature en cours, aux dispositions applicables avant la date de cette entrée en vigueur. Toutefois, les articles 7 et 12 de la présente loi leur sont applicables dès l'entrée en vigueur de celle-ci.

² Dès le début de la prochaine législature, soit dès le 1^{er} janvier 2007, les conseillers et les préfets visés à l'alinéa 1 seront soumis à la présente loi.

³ Au 1^{er} janvier 2007, la part de la prestation de sortie des conseillers, constituée par les cotisations versées à la Caisse de prévoyance depuis leur entrée en fonction en tant que conseillers, sera versée à l'Etat. Le solde éventuel de la prestation sera affecté en faveur des conseillers à une autre forme reconnue de prévoyance, conformément à la LPP.

5. KAPITEL

Änderung und Aufhebung bisherigen Rechts, und Übergangsbestimmungen

Art. 17 Änderung bisherigen Rechts

Das Gesetz vom 16. Oktober 2001 über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung (SVOG) (SGF 122.0.1) wird wie folgt geändert:

Art. 12, 2. Satz

(...); zudem bleibt Artikel 6 des Gesetzes vom ... über die Gehälter und die berufliche Vorsorge der Staatsräte, der Oberamtänner und der Kantonsrichter vorbehalten.

Art. 18 Aufhebung bisherigen Rechts

Aufgehoben werden:

- a) das Gesetz vom 26. November 1965 über die Besoldung und die Pensionen der Staatsräte und der Kantonsrichter (SGF 122.1.3);
- b) das Gesetz vom 25. September 1981 über die Besoldungen und die Pensionen der Oberamtänner (SGF 122.3.2).

Art. 19 Übergangsbestimmungen

- a) Bei Inkrafttreten des Gesetzes Pensionierte

Die Magistratspersonen, die bei Inkrafttreten des Gesetzes bereits pensioniert sind, unterstehen weiterhin den vor dem Inkrafttreten geltenden Bestimmungen.

Art. 20 b) Staatsräte und Oberamtänner

¹ Die Staatsräte und Oberamtänner, die bei Inkrafttreten des Gesetzes bereits im Amt sind, unterstehen bis Ende der laufenden Legislaturperiode den vor dem Datum des Inkrafttretens geltenden Bestimmungen. Die Artikel 7 und 12 dieses Gesetzes gelten für sie jedoch ab dem Inkrafttreten.

² Ab der nächsten Legislaturperiode, das heisst ab dem 1. Januar 2007, sind die Staatsräte und Oberamtänner nach Absatz 1 diesem Gesetz unterstellt.

³ Per 1. Januar 2007 wird der Anteil der Austrittsleistung, den die Staatsräte seit ihrem Amtsantritt mit ihren Pensionskassenbeiträgen gebildet haben, dem Staat ausbezahlt. Der allfällige Restbetrag wird zugunsten der Staatsräte in eine andere anerkannte Vorsorgeform gemäss BVG eingezahlt.

⁴ Au 1^{er} janvier 2007, la totalité de la prestation de sortie des préfets est versée et acquise aux préfets.

Art. 21 c) Juges

¹ Les juges déjà en fonction lors de l'entrée en vigueur de la présente loi restent soumis aux dispositions applicables avant cette entrée en vigueur, sous réserve des alinéas suivants.

² Au 1^{er} janvier 2007, leur traitement correspond au montant fixé dans la classe 4, palier 9, de l'échelle spéciale des traitements du personnel, majoré du treizième salaire.

³ Au 1^{er} janvier 2007, la part de la prestation de sortie des juges, constituée par les cotisations versées à la Caisse de prévoyance depuis leur entrée en fonction en tant que juges sera versée à l'Etat. Le solde éventuel de la prestation sera affecté en faveur des juges à une autre forme reconnue de prévoyance, conformément à la LPP.

⁴ Les articles 7 et 12 de la présente loi leur sont applicables dès l'entrée en vigueur de celle-ci. Dès le 1^{er} janvier 2007, les articles 10 al. 1 à 3, 11 al. 3 et 13 leur seront également applicables.

CHAPITRE VI

Entrée en vigueur

Art. 22

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

⁴ Per 1. Januar 2007 fallen den Oberamt Männern ihre gesamten Austrittsleistungen zu und werden ihnen ausbezahlt.

Art. 21 c) Kantonsrichter

¹ Die Kantonsrichter, die bei Inkrafttreten des Gesetzes bereits im Amt sind, unterstehen weiterhin den vor dem Inkrafttreten geltenden Bestimmungen; die folgenden Absätze bleiben vorbehalten.

² Ihr Gehalt per 1. Januar 2007 entspricht dem in Klasse 4 Stufe 9 der Sondergehaltsskala festgesetzten Betrag, erhöht um das 13. Monatsgehalt.

³ Per 1. Januar 2007 wird der Anteil der Austrittsleistung, den die Kantonsrichter seit ihrem Amtsantritt mit ihren Pensionskassenbeiträgen gebildet haben, dem Staat ausbezahlt. Der allfällige Restbetrag wird zugunsten der Kantonsrichter in eine andere anerkannte Vorsorgeform gemäss BVG eingezahlt.

⁴ Die Artikel 7 und 12 dieses Gesetzes gelten für sie jedoch ab dem Inkrafttreten. Ab dem 1. Januar 2007 gelten für sie auch die Artikel 10 Abs. 1–3 und 11 Abs. 3 und 13.

6. KAPITEL

Inkrafttreten

Art. 22

Der Staatsrat bestimmt das Inkrafttreten dieses Gesetzes.